



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU  
MINISTRE DES FINANCES  
**Comité de la Balance  
des Paiements**

# **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

GUINEE-BISSAU 2022





**REPUBLIQUE DE GUINEE-BISSAU**  
Ministère des Finances  
**Comité de la Balance**  
des Paiements

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

GUINEE-BISSAU 2022



RÉPUBLIQUE DE LA GUINEE-BISSAU

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET FINANCES

*Comité de la Balance des Paiements*

---

*Secrétariat*

*Direction Nationale de la BCEAO pour la Guinée-Bissau*

**BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

**AU TITRE DE L'ANNEE 2022**

Octobre 2023

## TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>5</b>
<b>AVANT PROPOS.....</b>	<b>6</b>
<b>RESUME.....</b>	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>9</b>
<b>I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES .....</b>	<b>11</b>
<b>1.1- Balance commerciale de biens.....</b>	<b>12</b>
1.1.1- Exportations de biens.....	13
1.1.1.1- Évolution globale des exportations de biens.....	13
1.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	14
1.1.1.2.1- Produits Agricoles.....	15
1.1.1.2.2- Produits Forestiers.....	15
1.1.1.2.3- Produits de la mer.....	16
1.1.1.2.4- Produits miniers .....	16
1.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international.....	16
1.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire.....	16
1.1.1.3- Orientation géographique des exportations.....	16
1.1.2- Importations de biens.....	19
1.1.2.1- Évolution globale des importations de biens.....	19
1.1.2.2- Composition des importations de biens.....	19
1.1.2.2.1 - Produits alimentaires.....	20
1.1.2.2.2 – Autres biens de consommation courante.....	20
1.1.2.2.3 – Produits énergétiques.....	20
1.1.2.2.4 – Matières premières et biens intermédiaires.....	21
1.1.2.2.5 – Biens d'équipement.....	21
1.1.2.3- Orientation géographique des importations.....	22
<b>1.2- Balance de services.....</b>	<b>25</b>
1.2.1- Exportations de services .....	25
1.2.2- Importations de services .....	26
<b>1.3- Compte du revenu primaire.....</b>	<b>27</b>
<b>1.4- Compte du revenu secondaire.....</b>	<b>28</b>
<b>II- COMPTE DE CAPITAL.....</b>	<b>29</b>
<b>2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....</b>	<b>29</b>
<b>2.2- Transferts de capital.....</b>	<b>29</b>
<b>III- COMPTE FINANCIER.....</b>	<b>30</b>
<b>3.1- Investissements directs étrangers.....</b>	<b>31</b>
<b>3.2- Investissements de portefeuille.....</b>	<b>31</b>
<b>3.3- Dérivés financiers.....</b>	<b>32</b>

3.4- Autres investissements.....	32
<b>IV- POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....</b>	<b>32</b>
4.1- Évolution de la position extérieure globale nette .....	32
4.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale .....	33
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>34</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>35</b>

## Index des Tableaux

Tableau 1 : Évolution des principaux soldes de la balance des paiements .....	11
Tableau 2 : Compte des transactions courantes .....	12
Tableau 3 : Évolution du solde de la balance des biens .....	13
Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques .....	14
Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	14
Tableau 6 : Évolution des exportations de marchandises en commerce général .....	14
Tableau 7 : Orientation géographique des exportations .....	17
Tableau 8 : Évolution des exportations destinées aux pays de l'UEMOA .....	18
Tableau 9 : Évolution des importations de biens par rubriques .....	19
Tableau 10 : Importations de biens .....	19
Tableau 11 : Évolution des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA .....	23
Tableau 12 : Ventilation géographique des importations de marchandises .....	24
Tableau 13 : Évolution de la balance des services .....	25
Tableau 14 : Évolution des recettes touristiques en provenance des pays de l'UEMOA .....	26
Tableau 15: Évolution des dépenses de tourisme du pays vers les autres pays de l'UEMOA .....	27
Tableau 16 : Revenu primaire .....	28
Tableau 17 : Revenu secondaire .....	28
Tableau 18 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants.....	29
Tableau 19 : Compte de capital .....	30
Tableau 20 : Compte financier .....	30
Tableau 21 : Variation de la position extérieure globale .....	33
Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période) .....	33

## **LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS**

SNU	Système des Nations Unies
BDP	Balance des Paiements
ONG	Organisation non Gouvernementale
CAF	Coût Assurance Fret
CEDEAO	Communauté Économiques des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
EURO	Monnaie de l'Union Monétaire Européenne encore appelée Zone Euro
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
ECID	Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord
FM	Fond Mondial
IDE	Investissements Directs Étrangers
MBP5	5 <sup>ème</sup> édition du Manuel de la Balance des Paiements
MBP6	6 <sup>ème</sup> édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale
PEG	Position Extérieure Globale
PEGN	Position Extérieure Globale Nette
PIB	Produit Intérieur Brut
R&D	Recherche et Développement
SCN	Système de Comptabilité Nationale
UE	Union Européenne
SIFIM	Services d'intermédiation Financière Indirectement Mesurés
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

*NB : la monnaie de référence dans le rapport est le FCFA, sauf indication du contraire.*



## **AVANT PROPOS**

La Balance des paiements est un cadre analytique qui retrace l'ensemble des opérations entre les résidents et les non résidents durant une période donnée qui peut être mensuelle, trimestrielle ou annuelle. Ces principaux soldes constituent des indicateurs importants d'analyse et de diagnostic des économies. Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'Annexe III du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures, la Banque Centrale est chargée de l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure globale des États membres de l'UEMOA ainsi que de la balance des paiements régionale.

Ces comptes sont élaborés sur la base des contributions de tous les acteurs économiques, à travers les outils de collecte de données mis en œuvre par la Banque Centrale. Outre ces informations, l'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale s'appuie sur les travaux de la Cellule sous-régionale, chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA. Ces travaux ont permis de procéder à une analyse fine des asymétries relevées dans les déclarations statistiques bilatérales des États, en vue du rapprochement des données du commerce intra-UEMOA au titre de l'année 2022. Les corrections d'asymétrie ont également porté sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008 par le FMI, les comptes extérieurs de la Guinée-Bissau sont élaborés depuis 2011, sur la base de ce nouveau dispositif.

## RESUME

L'année 2022, attendue comme celle de la consolidation de la reprise économique mondiale amorcée un an auparavant, fut plutôt marquée par un contexte macroéconomique difficile, avec une hausse des pressions inflationnistes due aux conséquences du conflit russo-ukrainien. Ainsi, l'inflation mondiale est ressortie à 8,8% en 2022 contre 4,7% en 2021. La croissance économique mondiale, estimée à 3,5% en 2022, est en net ralentissement par rapport à celle de 6,2% enregistrée en 2021.

L'activité économique dans l'UEMOA est demeurée dynamique en 2022, en dépit de la morosité de la conjoncture internationale et de la persistance des risques sécuritaires au plan interne. Ainsi, le PIB de l'Union s'est accru de 5,6% en 2022 après 6,1% en 2021. Cette performance confirme la résilience des économies des États membres de l'UEMOA aux chocs extérieurs successifs subis depuis 2020.

Au plan national, le taux de croissance du PIB réel se situerait à 4,2% en 2022 contre 6,1% enregistré un an plus tôt, en rapport avec la baisse du volume de noix de cajou exporté. L'inflation moyenne annuelle est ressortie à 7,9% en 2021 contre 3,3% l'année précédente.

Dans ce contexte, les transactions économiques et financières de la Guinée-Bissau avec le reste du monde se sont traduites, au terme de l'année 2022, par un déficit du solde global de la balance des paiements, résultant d'une forte détérioration du solde des transactions courantes.

Le solde du compte courant est ressorti déficitaire à 91.801,6 millions en 2022 contre un déficit de 7.834,3 millions enregistré une année plus tôt.

Les échanges de biens ont dégagé un déficit de 95.848,4 millions en 2022 contre un déficit de 27.730,8 millions en 2021, en rapport avec une forte augmentation des importations et une baisse des exportations. La balance des services est ressortie déficitaire à 89.927,8 millions en 2022.

Le compte du revenu primaire présente un excédent de 5.757,6 millions contre 9.415,7 millions en 2021, en liaison avec la baisse des entrées de recette au titre de la compensation de pêche avec l'Union Européenne.

Les entrées nettes au titre du compte du revenu secondaire ont augmenté, passant de 84.372,2 millions en 2021 à 88.217,1 millions en 2022, en rapport avec la hausse des transferts de fonds des travailleurs reçus et l'augmentation des transferts courants reçus par l'État.

L'excédent du compte de capital a enregistré une baisse de 17,1% pour se situer à 10.407,1 millions en 2022 contre 12.556,3 millions en 2021. Le compte financier a présenté des entrées nettes de 25.018,3 millions.

Au final, le solde global de la balance des paiements présente un déficit de 63.846,1 millions en 2022, après des excédents de 60.716,8 millions en 2021 et de 52.615,8 millions en 2020.

A fin 2022, la position extérieure globale nette s'est établie à -314.295,4 millions contre -225.385,9 millions en 2021, soit une détérioration de 88.909,4 millions, en rapport avec une hausse des passifs plus importante que celle du stock des actifs.

## INTRODUCTION

L'environnement économique et financier international a été marqué par un ralentissement de la production mondiale, après le regain de dynamisme de la demande en 2021. La baisse du rythme de progression de l'activité économique, en 2022, est liée à de nombreux chocs : inflation forte dans le monde entier, durcissement des conditions de financement, ralentissement plus prononcé en Chine (flambée des cas de Covid-19 et confinements, crise du secteur immobilier) et répercussions négatives de la guerre en Ukraine. L'inflation mondiale est ressortie à 8,8% en 2022 contre 4,7% en 2021. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,5% en 2022, après la hausse de 6,2% enregistrée en 2021.

Au niveau des économies avancées, la croissance est ressortie à 2,6% en 2022 contre 5,4% en 2021. Aux États-Unis, le taux de croissance est passé de 5,9% en 2021 à 2,0% en 2022. Ce ralentissement s'explique par une baisse du pouvoir d'achat des ménages et un resserrement de la politique monétaire.

En Zone euro, la croissance du produit intérieur brut (PIB) est passée de 5,3% en 2021 à 3,5% en 2022, impactée par les effets de contagion de la guerre en Ukraine, ainsi que le durcissement des conditions financières.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à 3,9% en 2022 contre 6,7% en 2021. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 8,4% en 2021 à 3,0% en 2022, dans un contexte marqué par des confinements, en raison de la politique Zéro-Covid-19, et l'aggravation de la crise de l'immobilier. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 6,8% en 2022 contre 8,7% en 2021. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à 3,1% en 2022, après une réalisation de 5,0% en 2021. En Russie, l'activité économique a été impactée par les sanctions occidentales, suite à son offensive en Ukraine. Le pays a ainsi enregistré une contraction de 2,2% en 2022, après une croissance de 4,7% en 2021.

En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB est ressortie à 3,8% en 2022, après une évolution de 4,7% en 2021. Le Nigeria a enregistré un ralentissement du rythme de progression de la production, qui passe de 3,6% en 2021 à 3,0% en 2022, en raison notamment des difficultés dans la production d'hydrocarbures. En Afrique du Sud, l'économie a connu une progression plus faible de son PIB, avec un taux de croissance de 2,6% en 2022, après un accroissement de 4,9% en 2021. Le repli de la croissance en Afrique du Sud est lié à l'aggravation des pénuries d'électricité et au renforcement des politiques de rigueur pour juguler l'inflation, en plus des perturbations induites par les inondations et les grèves enregistrées durant l'année 2022.

L'activité économique dans l'UEMOA est demeurée dynamique en 2022, en dépit de la morosité de la conjoncture internationale et de la persistance des problèmes sécuritaires au plan interne. Selon les récentes estimations, le taux de croissance du PIB de l'Union s'est établi à 5,6% en 2022 après 6,1% en 2021, porté notamment par le secteur tertiaire, en lien avec la bonne tenue des activités

commerciales et des services. La contribution du secteur tertiaire à la croissance a été de 3,6 points de pourcentage (pdp). Celles des secteurs secondaire et primaire ont représenté respectivement 1,1 pdp et 0,9 pdp, sous l'effet du renforcement de la production manufacturière et de la hausse de la production agricole durant la campagne 2022/2023.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 7,4% en 2022 contre une réalisation de 3,6% en 2021. L'augmentation du niveau général des prix à la consommation en 2022 est imputable aux tensions sur les prix des produits alimentaires consécutives à la baisse de la production céréalière en 2021/2022, aux difficultés d'approvisionnement des marchés dans un contexte sécuritaire fragile et à l'envolée des cours des denrées alimentaires importées et des produits énergétiques.

Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union affichent une hausse de 11,6% en 2022, après celle de 16,8% en 2021. La hausse est localisée au niveau des produits énergétiques, avec notamment le gaz (+104,2%) et le pétrole (+40,0%), et des produits non énergétiques, comme le phosphate (+116,0%), l'uranium (+24,1%), le café (+17,9%), le coton (+16,7%), les huiles végétales (+8,8%) et le caoutchouc (+6,9%). En revanche, les cours du zinc (-28,2%), de la noix de cajou (-12,8%), du cacao (-2,3%) et du bois grume (-2,2%) se sont affaiblis durant la période.

Les prix des principaux produits alimentaires importés ont également connu une hausse importante (+22,0% en 2022, après +14,5% en 2021). La hausse des prix concerne l'ensemble des produits de base importés, hormis le sucre (-2,7%). Les plus forts accroissements sont notés au niveau du blé (+28,3%), du riz (+23,6%) et des huiles végétales (+22,8%).

Sur les marchés des changes, l'euro s'est déprécié face aux principales devises en 2022, en lien avec le retard pris par la Banque Centrale Européenne (BCE) dans la normalisation de sa politique monétaire et les risques de récession ayant pesé sur les principales économies de la zone. Le cours de l'euro s'est replié de 11,0% pour s'établir à 1,0539 dollar des États-Unis en 2022. La monnaie de la zone euro est également ressortie en baisse par rapport au franc suisse (-7,0%), au dollar canadien (-7,6%), au dollar australien (-3,6%) et à la livre sterling (-0,9%). L'euro a aussi perdu de la valeur face aux devises des pays émergents. Il s'est déprécié de 16,5% vis-à-vis du rouble russe, de 7,3% face au yuan chinois et 5,5% à l'égard de la roupie indienne. En revanche, la devise européenne s'est appréciée face au livre turque (+66,1%) et au yen japonais (+6,3%).

Sur le marché ouest africain, sur une année, la monnaie des pays de la zone UEMOA s'est renforcée face au cedi ghanéen (+25,8%) et à la leone sierra-léonaise (+18,9%). En revanche, le franc CFA s'est déprécié vis-à-vis des autres monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment de 20,7% face au franc guinéen, de 18,2% vis-à-vis du dollar libérien, de 5,3% à l'égard du naira nigérian et de 3,2% par rapport au dalasi gambien. En moyenne annuelle, 1.000 FCFA se sont échangés contre 13,17 cedis ghanéens, 88,82 dalasis gambiens, 22.366,99 leones sierra-léonaise, 245,68 dollars libériens, 13.983,77 francs guinéens et 679,50 nairas nigériens.

Au plan national, le taux de croissance du PIB réel se situerait à 4,2% en 2022 contre 6,1% enregistré un an plus tôt. L'inflation moyenne annuelle est ressortie à 7,9% en 2022 contre 3,3% l'année précédente. Les opérations financières de l'État en 2022 ont été marquées par une hausse de 14,0% des recettes budgétaires, un accroissement de 7,6% des dépenses courantes et une hausse de 9,0% des dépenses d'investissement.

Dans ce contexte, les échanges extérieurs ont été caractérisés par un déficit plus accentué du solde de la balance des transactions courantes qui s'est situé à 91.801,6 millions en 2022 contre un déficit de 7.834,3 millions en 2021, en rapport avec une forte augmentation du déficit de la balance commerciale et une baisse du solde du revenu primaire. La balance des services s'est détériorée par rapport à 2021 pour afficher un déficit de 89.927,8 millions contre un déficit de 73.891,4 millions enregistré un an plus tôt.

L'excédent du compte de capital a connu une baisse pour se situer à 10.407,1 millions contre 12.556,3 millions en 2021. Les entrées nettes au titre du compte financier ont également diminué pour se fixer à 25.018,3 millions contre 49.704,9 millions. Ainsi, le solde global de la balance des paiements présente un déficit de 63.846,1 millions contre un excédent de 60.716,8 millions en 2021. Le tableau 1 présente les soldes des principales composantes de la balance des paiements.

**Tableau 1 : Évolution des principaux soldes de la balance des paiements**

(En millions de FCFA)

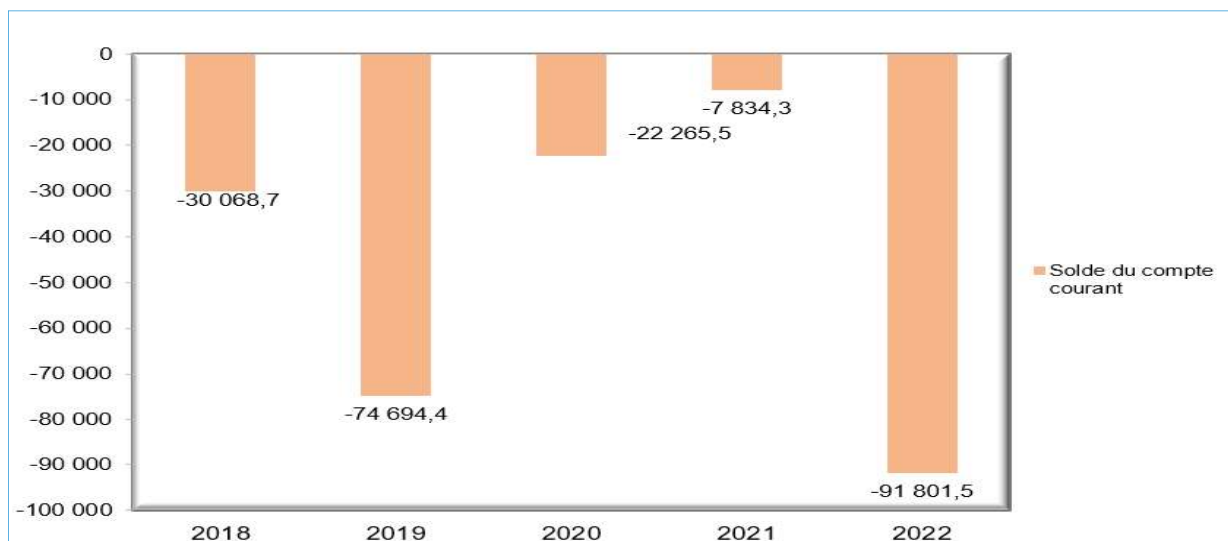
Poste	2018	2019	2020	2021	2022	Variations 2022/2021
<b>Compte des transactions courantes</b>	-30 068,7	-74 694,4	-22 265,5	-7 834,3	-91 801,6	1071,8%
Biens et services	-43 716,2	-123 319,0	-119 059,9	-101 622,2	-185 776,2	82,8%
Revenus primaires	-28 407,1	15 544,7	14 638,3	9 415,7	5 757,6	-38,9%
Revenus secondaires	42 054,6	33 079,8	82 156,1	84 372,2	88 217,1	4,6%
<b>Compte de capital</b>	23 405,2	16 335,0	9 019,0	12 556,3	10 407,1	-17,1%
<b>Compte financier</b>	-19 592,8	-46 537,3	-71 458,8	-49 704,9	-25 018,3	-49,7%
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	-4 041,9	-3 516,6	-5 596,5	6 289,9	-7 469,9	-218,8%
<b>Solde global</b>	<b>8 887,3</b>	<b>-15 295,2</b>	<b>52 615,8</b>	<b>60 716,8</b>	<b>-63 846,1</b>	<b>-205,2%</b>

Sources : Douanes et BCEAO

## I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes, regroupant celles des biens, des services, des revenus primaire et secondaire, enregistre une forte augmentation du déficit par rapport à l'année précédente. Cette situation est expliquée essentiellement par la forte augmentation des importations, en ligne avec un double effet, notamment la hausse des prix à l'importation des produits alimentaires et énergétiques et l'appréciation du dollar américain sur le marché international. La baisse des exportations et la détérioration du déficit de services ont également contribué à cette tendance. Le graphique1 présente l'évolution du solde de la balance courante.

**Graphique 1 : Solde de la balance des transactions courantes (en millions de FCFA)**



Source: Douanes et BCEAO

En 2022, le solde des transactions courantes présente un déficit de 91.801,6 millions contre un déficit de 7.834,3 millions en 2021, en rapport avec la forte hausse du déficit de la balance commerciale. Ainsi, le déficit de la balance des biens et services s'est accru alors que l'excédent du compte des revenus primaires présente une baisse. Le tableau 2 présente l'évolution des principaux soldes des comptes de transactions courantes.

**Tableau 2 : Compte des transactions courantes**

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022	Variations 2022/2021
Biens et services	-43 716,2	-123 275,4	-119 059,9	-101 662,2	-185 776,2	82,8%
Biens	25 706,5	-50 682,8	-53 806,7	-27 730,8	-95 848,4	245,6%
Services	-69 422,7	-72 636,1	-65 253,2	-73 891,4	-89 927,8	21,7%
Revenus primaires	-28 407,1	15 544,7	14 638,3	9 415,7	5 757,6	-38,9%
Revenus secondaires	42 054,6	33 079,8	82 156,1	84 372,2	88 217,1	4,6%
Solde du compte courant	-30 068,7	-74 694,4	-22 265,5	-7 834,3	-91 801,5	1071,8%
Solde du compte courant (hors dons)	-18 260,6	-63 943,1	-33 265,5	-44 233,5	-117 445,6	165,5%
PIB Nominal	854 480,0	885 409,1	915 671,0	997 023,3	1 135 476,7	13,9%
<b>Solde courant (en pourcentage du PIB)</b>	<b>-3,5%</b>	<b>-8,4%</b>	<b>-2,4%</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-8,1%</b>	

Sources : Douanes, BCEAO et INE

### 1.1- Balance commerciale de biens

La balance commerciale de biens a enregistré un déficit de 95.848,4 millions en 2022 contre un déficit de 27.730,8 millions en 2021, en rapport essentiellement avec la forte augmentation des importations, avec la hausse des prix des produits importés, notamment ceux des produits

alimentaires et énergétiques, et l'appréciation du dollar américain. La baisse des exportations a également contribué à la détérioration de la balance commerciale.

**Tableau 3 : Évolution du solde de la balance des biens**

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022	Variations 2022/2021
Exportations de biens	188 591,9	145 768,10	123 059,20	166 285,30	152 913,10	-8,0%
Importations de biens	162 885,4	196 407,40	176 865,90	194 016,10	248 761,52	28,2%
<b>Balance commerciale de biens</b>	25 706,5	-50 682,83	-53 806,70	-27 730,80	-95 848,42	245,6%
<b>Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)</b>	<b>115,8%</b>	<b>74,2%</b>	<b>69,6%</b>	<b>85,7%</b>	<b>65,7%</b>	<b>48,5%</b>
<b>Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)</b>	<b>20,6%</b>	<b>19,3%</b>	<b>16,4%</b>	<b>18,1%</b>	<b>17,0%</b>	<b>23,6%</b>

Sources : Douanes et BCEAO

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations s'est situé à 48,5% en 2022 contre 85,7% en 2021.

### 1.1.1- Exportations de biens

#### 1.1.1.1- Évolution globale des exportations de biens

A la suite des ajustements apportés aux statistiques douanières<sup>1</sup>, les exportations FOB de marchandises générales sont ressorties à 152.913,1 millions en 2022 contre 166.285,3 millions l'année précédente, soit une baisse de 8,0% après une hausse de 35,1% en 2021. La réduction de la valeur des exportations s'explique principalement par la diminution de 21,9% du volume de noix de cajou exportée, malgré la hausse des prix à l'exportation de ce produit, qui sont passés de 1.154 \$/tonne en 2021 à 1.200 \$/tonne en 2022. Les exportations des produits de la pêche ont enregistré une baisse de 21,3% et restent faibles, se situant à 517,2 millions. Par contre, les exportations des autres produits ont enregistré une légère augmentation de 2,4%. S'agissant du bois, aucune exportation n'a été enregistrée depuis 2019.

<sup>1</sup>Les exportations de noix de cajou sont évaluées par la Douane au prix de référence fixé par l'État. Ce prix est différent du prix du marché, ce qui explique notamment les ajustements de valeurs réalisés dans le cadre d'élaboration de la balance des paiements. Le prix de référence fixé par la l'Etat pour les exportations de noix de cajou est passé de 850\$/tonne en 2021 à 1050\$/tonne en 2022. Ainsi, l'écart entre ce prix auquel la douane détermine la valeur des exportations de noix de cajou et le prix effectif est plus faible en 2022, ce qui explique la réduction des ajustements en 2022.



**Tableau 4 : Exportations de biens par rubriques***(En millions de FCFA)*

Poste	2018	2019	2020	2021	2022	Variations 2022/2021
Marchandises générales	188 591,9	145 768,1	123 059,2	166 285,3	152 913,1	-8,0%
Commerce général	141 663,0	124 791,6	67 496,8	118 995,5	127 243,8	6,9%
Ajustement	46 928,9	20 976,5	55 562,4	47 289,8	25 669,3	-45,7%
Dont réexportations	308,3	2 732,5	1 067,1	2 177,0	2 825,2	29,8%
<b>Total exportations de biens</b>	<b>188 591,9</b>	<b>145 767,9</b>	<b>123 059,2</b>	<b>166 285,3</b>	<b>152 913,1</b>	<b>-8,0%</b>

Sources : Douanes et BCEAO

**Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits***(En millions de FCFA)*

Produits	2018	2019	2020	2021	2022	Variations 2022/2021
Noix de cajou	95 258,8	109 687,9	57 786,3	110 313,9	117 878,4	6,9%
Bois	44 864,2	31,2	0,0	0,0	0,0	
Noix de cajou sans coques	270,2	353,7	318,0	419,8	466,0	11,0%
Poissons	561,2	789,3	796,4	656,8	517,2	-21,3%
Arachides et céréales	90,0	86,3	81,8	85,2	86,4	1,4%
Huile de palme	0,1	16,1	0,2	0,5	0,8	60,0%
Autres fruits et légumes	141,1	199,2	0,0	0,0	0,0	
Autres	169,1	10 895,3	6 447,0	5 341,5	5 469,9	2,4%
Reexportation	308,3	2 732,5	1 067,1	2 177,0	2 825,2	29,8%
Total statistiques officielles	141 663,0	124 791,5	67 496,8	118 995,5	127 243,8	6,9%
Ajustement de Valeur 1/	39 858,3	16 318,9	51 420,3	44 125,2	20 268,0	-54,1%
Ajustement de Champ	7 070,6	4 657,5	4 142,1	3 164,6	5 401,9	70,7%
<b>Total</b>	<b>188 591,9</b>	<b>145 767,9</b>	<b>123 059,2</b>	<b>166 285,3</b>	<b>152 913,1</b>	<b>-8,0%</b>

Sources : Douanes et BCEAO

**1.1.1.2- Composition des exportations de biens**

L'analyse de la structure des exportations par produit montre que celles-ci restent dominées par l'exportation de produits agricoles, en particulier la noix de cajou.

**Tableau 6- Évolution des exportations de marchandises en commerce général***(En millions de FCFA)*

Rubriques	2018	2019	2020	2021	2022	Variations 2022/2021
Produits Agricoles	95 760,2	110 343,2	58 186,3	110 819,4	118 246,3	6,7%
Produits Forestiers	44 864,2	31,2	0,0	0,0	0,0	
Produits de la Mer	561,2	789,3	796,4	656,8	517,2	-21,3%
Produits Miniers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres Produits	477,4	13 659,0	8 514,1	7 519,3	8 480,4	12,8%
<b>Total</b>	<b>141 663,0</b>	<b>124 822,7</b>	<b>67 496,8</b>	<b>118 995,5</b>	<b>127 243,8</b>	<b>6,9%</b>

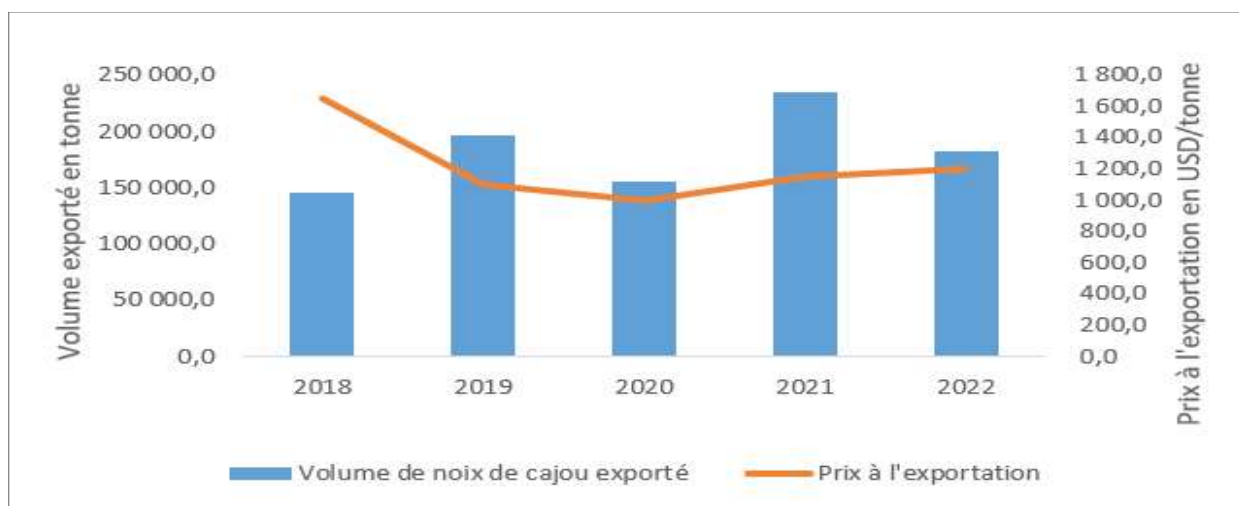
Sources : Douanes et BCEAO

### 1.1.1.2.1- Produits Agricoles

Les exportations de produits agricoles restent dominées par la noix de cajou. Selon les statistiques officielles, les exportations de noix de cajou représentent 92,6% du total des exportations en 2022 contre 92,7% en 2021.

Le graphique ci-après présente l'évolution des volumes exportés et des prix à l'exportation de la noix de cajou.

**Graphique 2 : Volume exporté et prix à l'exportation de la noix de cajou**

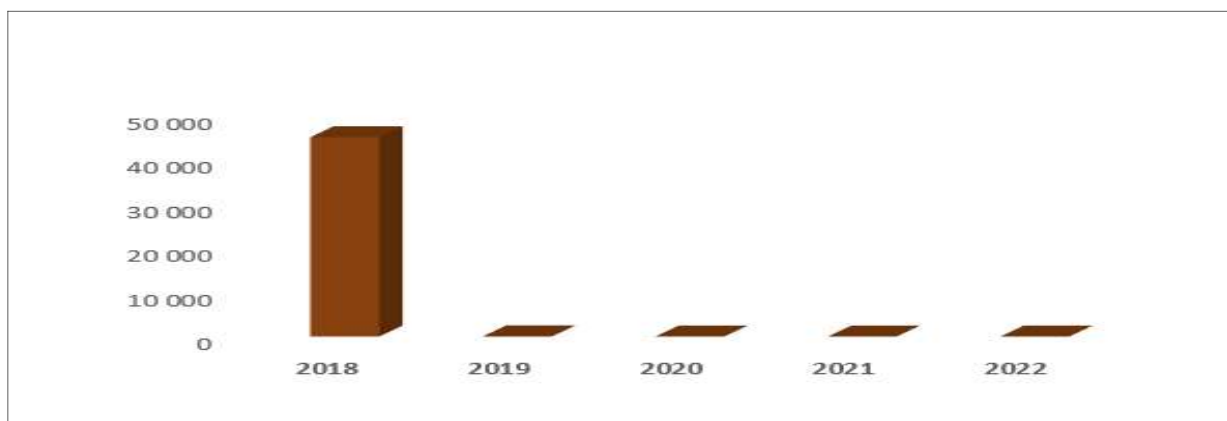


Sources : Douanes et BCEAO

### 1.1.1.2.2- Produits Forestiers

Les exportations des produits forestiers sont dominées par l'exportation du bois. Toutefois, au même titre que l'année précédente, aucune exportation de bois n'a été enregistrée en 2022 du fait des mesures d'interdiction prises par le gouvernement.

**Graphique 3 : Évolution des exportations de bois (en millions de FCFA)**

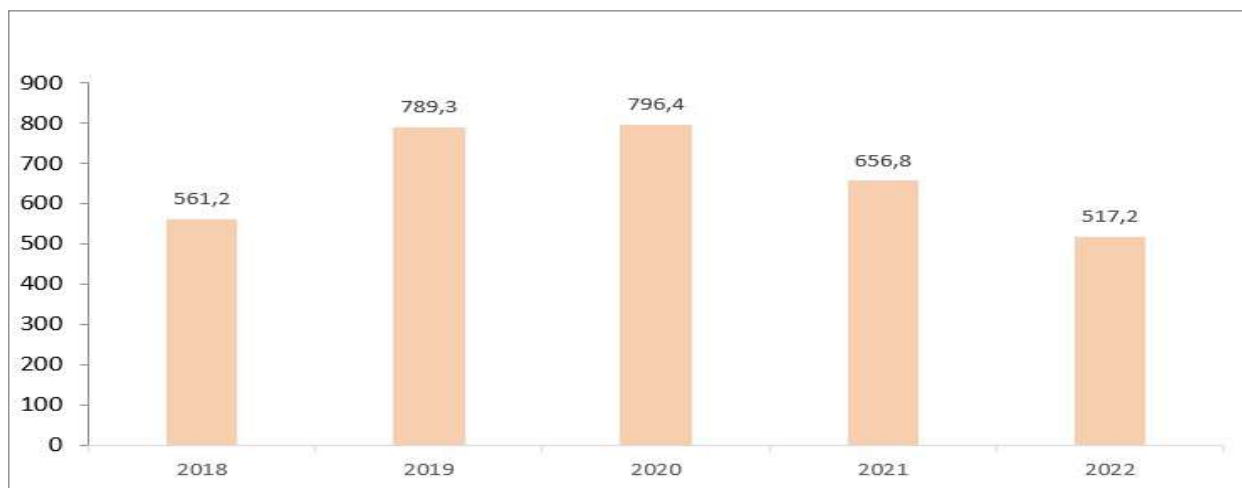


Sources : Douanes et BCEAO

### 1.1.1.2.3- Produits de la mer

Les exportations de produits halieutiques restent très faibles, contrastant avec le potentiel important du pays dans ce secteur. En 2022, la valeur des exportations de produits halieutiques s'est située à 517,2 millions contre 656,8 millions en 2021.

**Graphique 4 : Évolution des exportations du produit de la mer (en millions de FCFA)**



Sources : Douanes et BCEAO

### 1.1.1.2.4- Produits miniers

Aucune exportation de produits miniers n'a été enregistrée en 2022.

### 1.1.1.2.5- Exportations nettes de biens en négoce international

En 2022, aucune transaction n'a été enregistrée dans le cadre du négoce international.

### 1.1.1.2.6- Exportations d'or non monétaire

Le pays n'exporte pas d'or non monétaire.

### 1.1.1.2.7- Autres produits

Les autres produits exportés concernent principalement des sacs et sachets d'emballage utilisés notamment dans le processus d'exportation de la noix de cajou.

### 1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Le continent asiatique demeure la principale destination des exportations de la Guinée-Bissau, puisque la quasi-totalité de la noix de cajou brute est exportée en Inde, au Vietnam et au Singapour. Le continent africain occupe la deuxième position, principalement la zone UEMOA. La Zone Euro occupe la troisième position.

Tableau 7 : Orientation géographique des exportations

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2018	2019	2020	2021	2022
<b>EUROPE</b>	<b>1 292,5</b>	<b>2 044,0</b>	<b>2 691,0</b>	<b>2 233,0</b>	<b>3 434,4</b>
<b>UNION EUROPEENNE</b>	<b>1 292,5</b>	<b>2 041,0</b>	<b>2 517,9</b>	<b>2 096,5</b>	<b>2 950,0</b>
<b>ZONE EURO</b>	<b>1 292,5</b>	<b>2 041,0</b>	<b>2 499,7</b>	<b>2 087,0</b>	<b>2 950,0</b>
France	6,4	1,5	0,0	4,8	16,2
Allemagne	0,0	7,8	114,2	40,1	22,0
Italie	5,2	0,0	28,8	0,0	2,8
Pays-Bas	1 004,5	186,3	937,2	265,6	283,2
Belgique	6,4	36,5	133,8	104,4	97,3
Portugal	190,0	1 466,5	1 257,6	1 626,6	2 528,4
Espagne	80,0	342,4	28,2	45,6	0,0
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>18,2</b>	<b>9,5</b>	<b>0,0</b>
Andorre	0,0	0,0	6,2	0,0	0,0
Croitie	0,0	0,0	0,0	9,5	0,0
Chypre	0,0	0,0	11,9	0,0	0,0
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	<b>0,0</b>	<b>3,0</b>	<b>173,1</b>	<b>136,6</b>	<b>484,4</b>
Royaume-Uni	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0
Suisse	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
Russie	0,0	1,0	23,9	0,0	0,0
Turkie	0,0	1,0	149,2	136,0	484,4
<b>AFRIQUE</b>	<b>5 026,3</b>	<b>6 974,6</b>	<b>4 862,2</b>	<b>5 545,8</b>	<b>6 073,9</b>
<b>UEMOA</b>	<b>5 001,5</b>	<b>6 182,6</b>	<b>4 142,1</b>	<b>5 434,3</b>	<b>5 720,5</b>
Bénin	21,7	85,1	497,7	1,4	1,6
Burkina	0,0	0,0	0,0	19,4	12,8
Côte d'Ivoire	0,0	103,2	0,0	746,0	0,0
Mali	1 065,1	324,9	288,9	428,3	324,0
Niger	0,0	0,0	6,6	0,0	0,0
Sénégal	3 914,7	5 669,4	3 348,9	3 946,8	3 270,7
Togo	0,0	0,0	0,0	292,5	2 111,4
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>18,8</b>	<b>762,6</b>	<b>547,2</b>	<b>69,2</b>	<b>353,4</b>
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	3,3
Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cap - Vert	18,8	38,4	130,3	15,4	26,5
Gambie	0,0	722,2	366,5	0,0	323,6
Serra leoa	0,0	1,0	2,7	30,0	0,0
Liberie	0,0	0,0	21,3	14,5	0,0
R. Guinée	0,0	1,0	26,3	9,3	0,0
<b>CEMAC</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>14,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Cameroun	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
Congo	0,0	0,0	14,4	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>6,0</b>	<b>29,4</b>	<b>158,4</b>	<b>42,3</b>	<b>0,0</b>
Afrique du Sud	4,0	24,0	15,5	19,5	0,0
Maroc	1,0	0,0	2,7	0,0	0,0
Namibie	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0
Tanzanie	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0
Tunisie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Algérie	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
Egypte	0,0	1,0	75,2	4,5	0,0
Mauritanie	0,0	1,0	0,0	9,8	0,0
Angola	1,0	1,4	63,2	8,5	0,0
<b>AMERIQUE</b>	<b>118,8</b>	<b>70,5</b>	<b>37,0</b>	<b>1,9</b>	<b>45,0</b>
USA	9,7	66,2	35,8	0,0	0,0
Cuba	0,0	1,0	1,2	1,9	45,0
<b>ASIE</b>	<b>181 212,9</b>	<b>135 012,7</b>	<b>115 469,1</b>	<b>157 509,0</b>	<b>141 646,0</b>
Chine	42 756,5	56,7	96,9	702,2	841,8
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Inde	102 330,9	81 288,7	76 806,2	91 585,4	84 646,7
Pakistan	0,0	34,0	352,0	0,0	0,0
Emirats arabes unis	2 373,5	7 240,0		1 414,9	3 283,0
Thaïlande	0,0	1,0		0,0	0,0
Corea du Sud	508,2	199,9	387,4	235,2	20,1
Liban	2,3	0,0	721,5	2,5	70,3
Singapour	24 754,2	22 369,4	20 428,5	39 417,4	22 023,1
Vietnam	8 487,3	23 823,0	15 391,4	23 858,9	29 585,2
Arabe Saoudite	0,0	0,0	1 285,3	12,0	0,0
Bangladesh	0,0	0,0	0,0	280,5	542,7
Indonésie	0,0	0,0	0,0	0,0	633,0
<b>Autres pays</b>	<b>941,4</b>	<b>1 664,3</b>	<b>0,0</b>	<b>996,1</b>	<b>1 713,8</b>
<b>TOTAL</b>	<b>188 591,9</b>	<b>145 766,1</b>	<b>123 059,2</b>	<b>166 285,9</b>	<b>152 913,1</b>

Sources : Douanes et BCEAO

La part des exportations destinées à l'Asie se situe à 92,6%, en rapport avec les exportations de la noix de cajou destinées principalement vers les pays de ce continent.

Les ventes extérieures vers l'Europe sont ressorties à 3.434,4 millions contre 2.233,0 millions en 2021, en ligne avec la hausse des exportations de noix de cajou traitée, poissons séchés et d'autres produits en coque vers le Portugal, les Pays-Bas et la Turquie.

La part des exportations vers le reste du Continent africain, y compris les échanges à travers des canaux non officiels, s'est maintenue stable avec 4,0% en 2022. En valeur, les exportations vers le reste du Continent africain se sont situées à 6.703,9 millions en 2022 contre 5.545,8 en 2021. Elles ont été réalisées essentiellement vers le Sénégal, le Togo et le Mali.

**Tableau 8 : Évolution des exportations destinées aux pays de l'UEMOA**

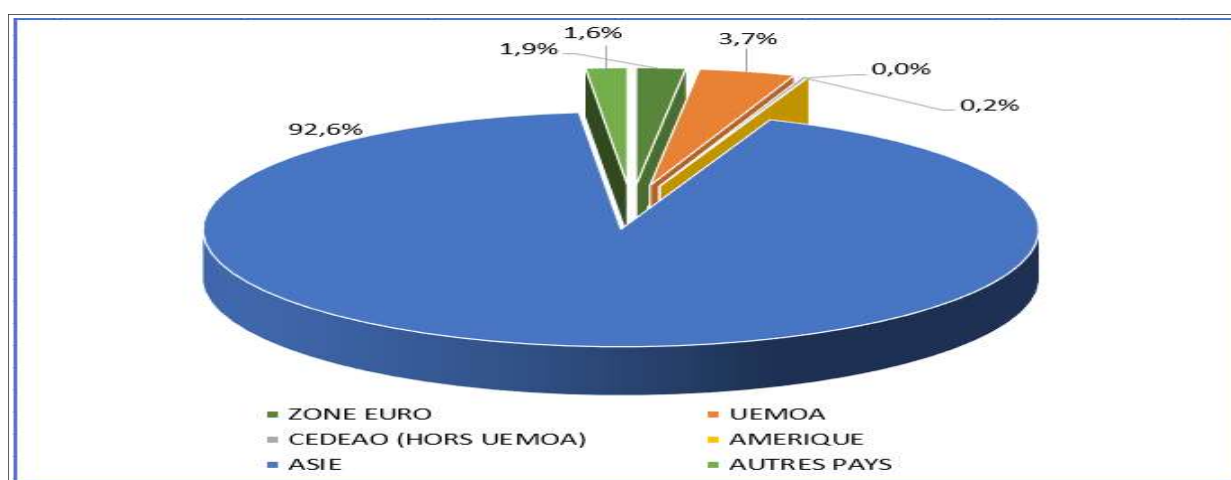
(En millions de FCFA)

Pays	2018	2019	2020	2021	2022
Bénin	21,7	85,1	497,7	1,4	1,6
Burkina	0,0	0,0	0,0	19,4	12,8
Côte d'Ivoire	0,0	103,2	0,0	746,0	0,0
Mali	1 065,1	329,9	288,9	428,3	324,0
Niger	0,0	0	6,6	0	0
Sénégal	3 914,7	5 669,4	3 348,9	3 946,8	3 270,7
Togo	0,0	0,0	0,0	292,5	2 111,4
<b>UEMOA</b>	<b>5 001,5</b>	<b>6 187,6</b>	<b>4 142,1</b>	<b>5 434,3</b>	<b>5 720,5</b>

Source : BCEAO

Au total, les exportations de la Guinée-Bissau en 2022, ont été principalement destinées à l'Inde (55,4%), au Vietnam (19,3%), à Singapour (14,4%), au Sénégal (2,1%) et au Portugal (1,7%).

**Graphique 5 : Orientation géographique des exportations en 2022**



Sources: Douanes et BCEAO

## 1.1.2- Importations de biens

### 1.1.2.1- Évolution globale des importations de biens

Sur la base des données de la Douane (avec ajustement), la valeur des importations (en FOB) a fortement augmenté en 2022. Elle s'est établie à 248.761,52 millions en 2022 contre 194.016,1 millions en 2021, soit une hausse de 28,2%. Cette situation s'explique par l'accroissement des importations des produits énergétiques, de biens d'équipements et d'autres biens de consommation courante. Les importations de produits alimentaires, de matières premières et divers ont également augmenté dans une moindre mesure. L'augmentation de ces importations est principalement en ligne avec la hausse des prix de ces produits au niveau mondial due aux conséquences du conflit russo-ukrainien et l'appréciation du dollar américain par rapport à l'Euro.

**Tableau 9: Évolution des importations de biens par rubriques**

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022	Variations 2022/2021
Marchandises générales (statistiques douanières)	120 709,4	120 426,3	121 153,2	120 353,7	125 968,3	4,7%
Ajustement*	70 875,4	104 330,2	86 875,4	107 846,9	166 623,5	54,5%
Total Importations CAF	<b>191 584,8</b>	<b>224 756,5</b>	<b>208 028,6</b>	<b>228 200,6</b>	<b>292 591,8</b>	<b>28,2%</b>
<b>TOTAL IMPORTATIONS DE BIENS (FOB)</b>	<b>162 885,4</b>	<b>196 407,4</b>	<b>176 865,9</b>	<b>194 016,1</b>	<b>248 761,5</b>	<b>28,2%</b>

Source : Douanes et BCEAO

\*Les ajustements ont pris en compte les données de commerce non contrôlé. L'État en 2022 a procédé à une baisse des prix auxquels les importations de produits alimentaires sont valorisés pour le paiement des taxes. Les statistiques officielles des services douaniers sont déterminées sur la base de ce prix de référence douanier. La revalorisation des ces importations aux prix réels d'acquisition explique l'ampleur des ajustements opérés en 2022.

### 1.1.2.2- Composition des importations de biens

Les importations en 2022 sont composées de biens alimentaires (26,0%), de produits énergétiques (22,0%) de biens d'équipements (21,9%), de biens divers (13,8%), de matières premières et biens intermédiaires (8,4%) ,d'autres biens de consommation courante (7,9%).

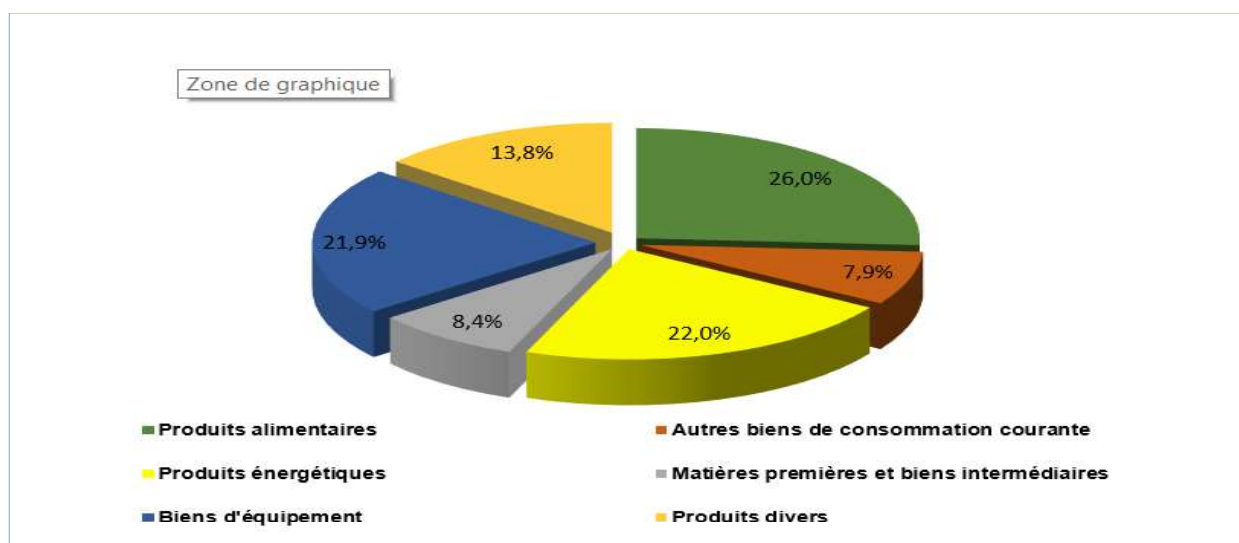
**Tableau 10 : Importations de biens**

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022	Variations 2022/2021
Produits alimentaires	64 280,9	68 722,0	69 101,6	67 800,1	84 190,1	24,2%
Autres biens de consommation courant	10 613,6	16 230,3	15 222,3	17 923,2	23 036,6	28,5%
Produits énergétiques	39 415,2	38 074,6	36 431,2	42 503,3	61 654,3	45,1%
Matières premières et biens intermédia	25 898,9	26 374,3	17 687,5	19 120,2	22 944,2	20,0%
Biens d'équipement	30 737,6	52 910,7	33 974,4	50 601,4	66 384,3	31,2%
Produits divers	20 638,6	23 538,5	35 611,6	30 252,3	34 382,1	13,7%
<b>Total importations de biens CAF</b>	<b>191 584,8</b>	<b>225 850,4</b>	<b>208 028,6</b>	<b>228 200,5</b>	<b>292 591,8</b>	<b>28,2%</b>
<b>Total importations de biens FOB</b>	<b>162 885,4</b>	<b>196 407,2</b>	<b>176 865,9</b>	<b>194 016,1</b>	<b>248 761,5</b>	<b>28,2%</b>

Source : Douanes et BCEAO

**Graphique 6: Composition des importations de biens**



Source : Douanes et BCEAO

#### **1.1.2.2.1 - Produits alimentaires**

Les importations de produits alimentaires ont enregistré une hausse de 24,2% en 2022. La hausse observée en 2022 a été induite par la progression des importations de sucres et sucreries, qui sont passées de 3.673,9,1 tonnes en 2021 à 7.921,2 tonnes en 2022. la valeur des importations de riz et de farine de blé a augmenté, en rapport avec la hausse des prix de ces produits et l'appréciation du dollar par rapport à l'euro. Les importations de produits laitiers se sont maintenues stables à 5.035,4 tonnes.

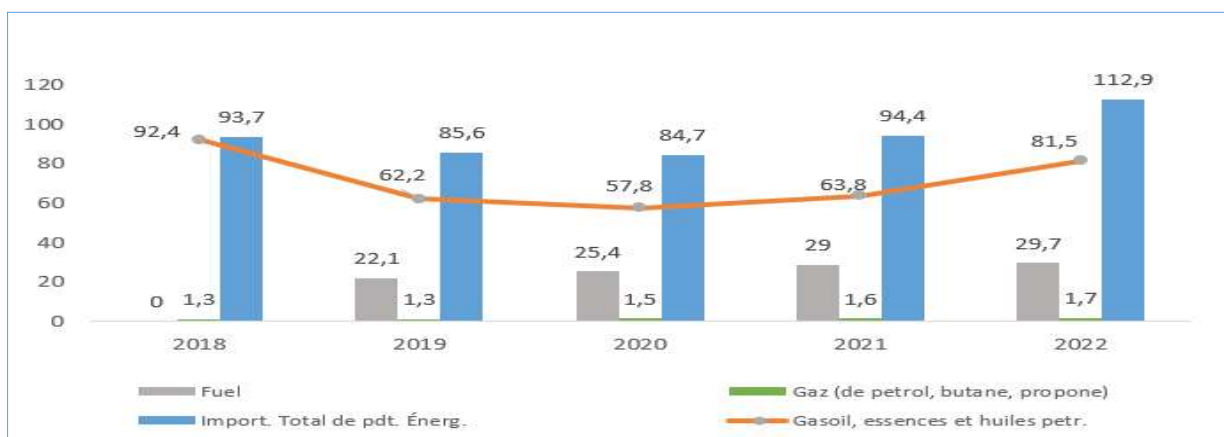
#### **1.1.2.2.2 – Autres biens de consommation courante**

Le volume des importations des autres biens de consommation courante a enregistré une hausse de 8,2%, induite principalement par les importations de boissons, qui ont augmenté de 15,1% en 2022. En termes de valeur, ces importations ont connu une augmentation de 3.613,4 millions de FCFA, pour se situer à 21.536,6 millions de FCFA contre 17.923,1 millions de FCFA.

#### **1.1.2.2.3 – Produits énergétiques**

En 2022, la facture pétrolière a enregistré une forte hausse de 45,1%, en rapport avec l'augmentation du volume importé et des prix de pétrole. Ainsi, le volume des importations de produits énergétiques s'est situé à 112,9 milliers de tonnes contre 94,4 milliers de tonnes en 2021, soit une hausse de 19,6%.

**Graphique 7 : Évolution d'importation de produits énergétiques (en milliers de tonnes)**



Source : BCEAO

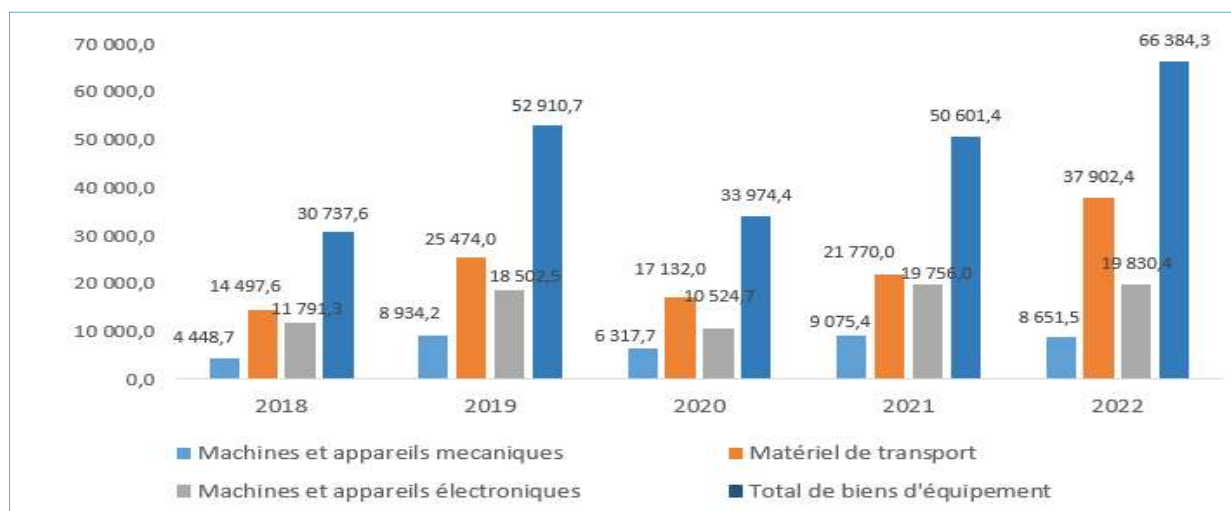
#### 1.1.2.2.4 – Matières premières et biens intermédiaires

Les acquisitions de biens intermédiaires, composées notamment de matériaux de construction, affichent une hausse de 20%, en rapport avec la hausse des importations de ciment qui sont passées de 140.503,7 tonnes à 154.257,8 tonnes en 2022.

#### 1.1.2.2.5 – Biens d'équipement

Les acquisitions de biens d'équipements ont enregistré une hausse de 31,2%, en rapport principalement avec les importations de matériels de transport.

**Graphique 8 : Évolution d'importation de biens d'équipement (en millions de FCFA)**



Sources : Douanes et BCEAO

#### 1.1.2.2.4 –Produit divers

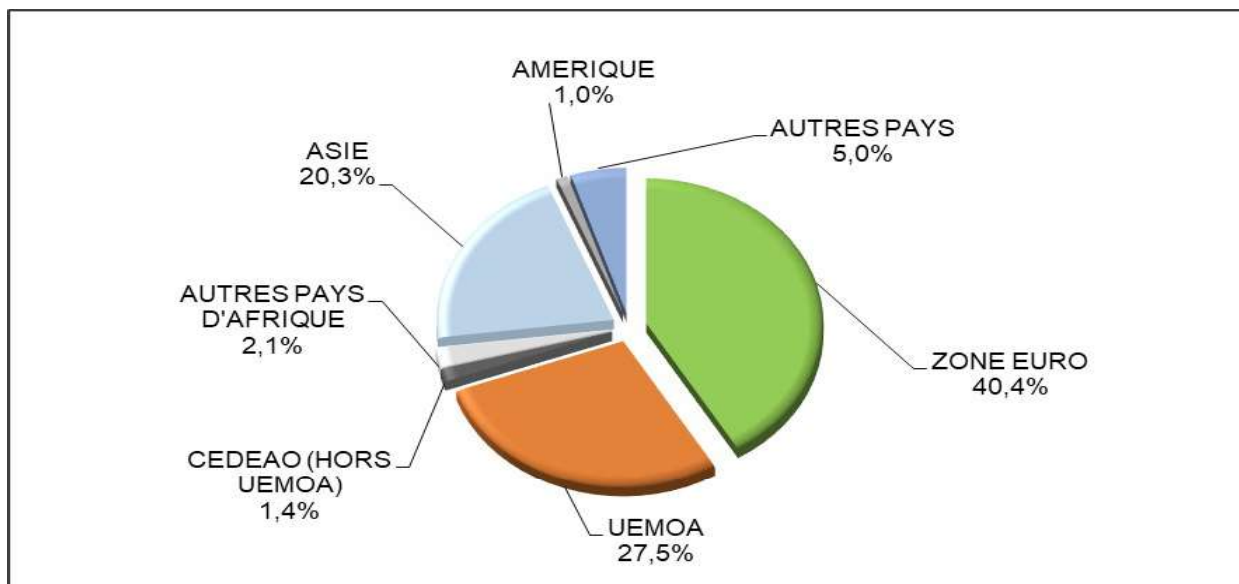
Les importations de produits divers ont enregistré une baisse de 11,7%, contre une hausse de 15,0% enregistrée un an plus tôt, du fait notamment de la diminution des importations des produits de santé dont le volume avait fortement augmenté dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.



### 1.1.2.3- Orientation géographique des importations

Le graphique 10 présente la ventilation géographique des importations de marchandises au cours de l'année 2022.

**Graphique 9 : Orientation géographique des importations**



Sources : Douanes et BCEAO

En 2022, l'Europe, principalement, la Zone Euro reste le premier fournisseur de la Guinée-Bissau. Son poids dans les importations totales s'est situé à 40,4% contre 39,2% en 2021. Les importations proviennent principalement du Portugal qui est le premier pays fournisseur de la Guinée-Bissau, avec une part importante dans les importations totales estimée à 34,5% contre 32,8% en 2021. Les importations en provenance de la Zone Euro sont constituées, pour la plupart, de produits pétroliers (huiles de pétrole, gas-oil, essence, et gaz), de biens intermédiaires (ciments, essentiellement), de produits alimentaires (boissons, blé essentiellement), et de biens d'équipements (matériels de transport, machines et appareils mécaniques et électriques). Les importations en provenance du Portugal ont connu une hausse de 38,1% en 2022, pour se situer à 85.883,2 millions contre 63.612,0 millions en 2021.

Le continent africain est le second fournisseur de la Guinée-Bissau, soutenu par les échanges avec le Sénégal qui est le second approvisionneur du pays. Les biens acquis sur le continent africain sont dominés par les biens intermédiaires, les biens d'équipements, les produits alimentaires, produits pharmaceutiques et le pétrole raffiné. La part des importations en provenance de l'Afrique s'est située à 31,3% en 2022 contre 28,6% en 2021.

**Tableau 11 : Évolution des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA**

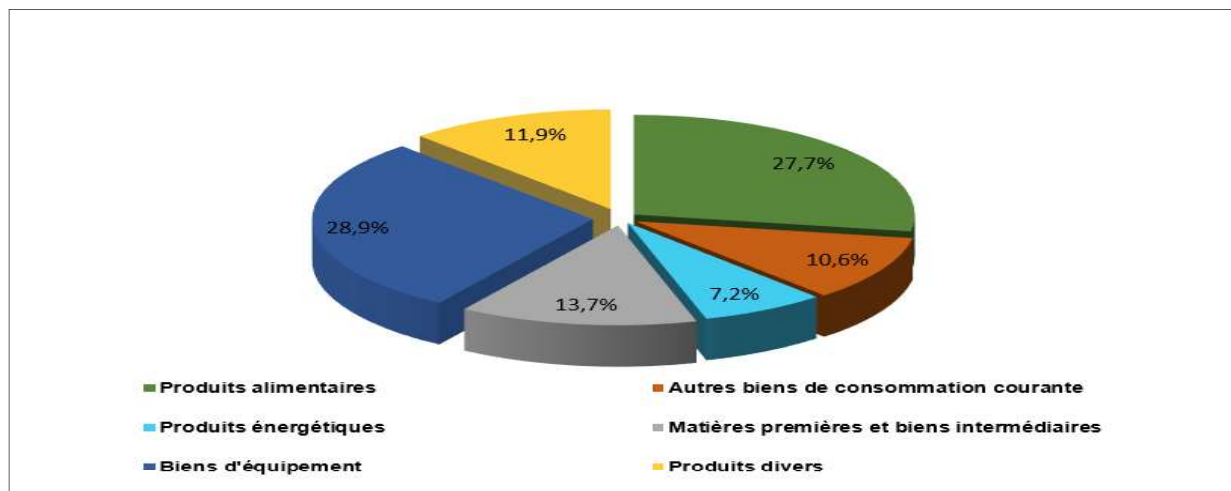
(En millions de F CFA)

Pays	2018	2019	2020	2021	2022
Bénin	203,8	140,7	79,2	1,4	58,0
Burkina	26,4	6,2	0,0	55,9	17,3
Côte d'Ivoire	958,7	1 031,3	815,9	1 111,8	1 205,9
Mali	263,2	219,0	244,7	428,3	530,0
Niger	9,6	0	0	0	0
Sénégal	49 881,0	49 972,1	39 917,1	47 901,7	66 474,6
Togo	392,7	162,2	4 475,6	358,5	154,6
<b>UEMOA</b>	<b>51 735,4</b>	<b>51 531,5</b>	<b>45 532,5</b>	<b>49 857,5</b>	<b>68 440,4</b>

Source : BCEAO

Les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA sont constituées principalement des biens d'équipements (28,9%), des produits alimentaires (27,7%), des biens intermédiaires (13,7%), des produits divers (11,9%), des autres biens de consommation courante (10,6%) et des produits pétroliers (7,2%). En 2022, les importations des biens d'équipements portent principalement sur les matériels des transports, les machines et les appareils électroniques.

**Graphique 10 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'Union**



Source : BCEAO

Les acquisitions de biens en provenance du continent asiatique sont soutenues par les importations de riz de la Chine et du Pakistan, les achats de biens d'équipements et intermédiaires de la Chine et de l'Inde. Ainsi , le part des importations en provenance d'Asie représente 20,3%. Les achats en provenance du continent américain ont représenté 1,0% du total des importations en 2022 contre 0,5% en 2021. Les États-Unis est la première place avec 0,9%.

**Tableau 12 : Ventilation géographique des importations de marchandises**

ZONES GEOGRAPHIQUES	2018		2019		2020		2021		2022	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
<b>EUROPE</b>	<b>78 923,1</b>	<b>48,23%</b>	<b>104 732,3</b>	<b>46,4%</b>	<b>60 060,8</b>	<b>34,0%</b>	<b>80 317,2</b>	<b>41,4%</b>	<b>105 534,3</b>	<b>42,4%</b>
<b>U. EUROPÉENNE (ZONE EURO)</b>	<b>75 233,4</b>	<b>48,2%</b>	<b>70 279,7</b>	<b>31,1%</b>	<b>56 596,5</b>	<b>32,1%</b>	<b>76 092,7</b>	<b>39,2%</b>	<b>100 485,3</b>	<b>40,4%</b>
Belgique	706,9	0,4%	172,7	0,1%	259,1	0,1%	379,4	0,2%	453,6	0,2%
France	1 559,6	1,2%	1 455,3	0,6%	1 252,1	0,7%	1 757,7	0,9%	2 873,0	1,2%
Allemagne	971,8	0,5%	899,1	0,4%	467,8	0,3%	813,0	0,4%	2 093,8	0,8%
Italie	1 679,7	1,5%	1 348,1	0,6%	636,3	0,4%	702,5	0,4%	757,4	0,3%
Pays-Bas	6 364,7	4,1%	6 415,1	2,8%	5 640,8	3,2%	5 896,6	3,0%	4 832,8	1,9%
Portugal	58 877,9	36,4%	57 478,4	25,4%	46 059,5	26,1%	63 612,0	32,8%	85 883,2	34,5%
Espagne	5 072,8	4,2%	2 511,0	1,1%	2 280,9	1,3%	2 931,7	1,5%	3 591,5	1,4%
<b>AUTRES PAYS DE L'UE</b>	<b>335,5</b>	<b>0,0%</b>	<b>148,6</b>	<b>0,1%</b>	<b>855,4</b>	<b>0,5%</b>	<b>777,1</b>	<b>0,4%</b>	<b>577,2</b>	<b>0,2%</b>
Danemark	0,0	0,0%	0,0	0,0%	79,9	0,0%	81,3	0,0%	61,9	0,0%
Pologne	0,0	0,0%	0,0	0,0%	1,5	0,0%	7,3	0,0%	12,4	0,0%
Croatie	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	41,5	0,0%
Suède	678,8	0,0%	533,8	0,2%	774,0	0,4%	688,5	0,4%	461,3	0,2%
<b>AUTRES PAYS D'EUROPE</b>	<b>3 354,3</b>	<b>0,0%</b>	<b>34 304,0</b>	<b>15,2%</b>	<b>2 608,9</b>	<b>1,5%</b>	<b>3 447,4</b>	<b>1,8%</b>	<b>4 471,8</b>	<b>1,8%</b>
Royaume-Uni	335,5	0,3%	148,6	0,1%	313,8	0,0	134,3	0,1%	136,0	0,1%
Suisse	33,5	0,0%	0,0	0,0%	633,3	0,0	37,5	0,0%	184,1	0,1%
Turquie	3 317,2	0,4%	34 300,0	15,2%	1 975,6	1,1%	3 408,8	1,8%	4 151,7	1,7%
Russie	3,5	0,0%	4,0	0,0%	0,0	0,0%	1,0	0,0%	0,0	0,0%
<b>AFRIQUE</b>	<b>59 981,9</b>	<b>25,6%</b>	<b>59 839,3</b>	<b>26,5%</b>	<b>49 813,7</b>	<b>28,2%</b>	<b>55 560,3</b>	<b>28,6%</b>	<b>77 908,1</b>	<b>31,3%</b>
<b>UEMOA</b>	<b>51 735,4</b>	<b>21,1%</b>	<b>51 531,5</b>	<b>22,8%</b>	<b>45 532,5</b>	<b>25,8%</b>	<b>49 857,5</b>	<b>25,7%</b>	<b>68 440,4</b>	<b>27,5%</b>
Bénin	203,8	0,0%	140,7	0,1%	79,2	0,0%	1,4	0,0%	58,0	0,0%
Burkina Faso	26,4	0,0%	6,2	0,0%	0,0	0,0%	55,9	0,0%	17,3	0,0%
Côte d'Ivoire	958,7	0,3%	1 031,3	0,5%	815,9	0,5%	1 111,8	0,6%	1 205,9	0,5%
Mali	263,2	0,2%	219,0	0,1%	244,7	0,1%	428,3	0,2%	530,0	0,2%
Niger	9,6	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Sénégal	49 881,0	20,5%	49 972,1	22,1%	39 917,1	22,6%	47 901,7	24,7%	66 474,6	26,7%
Togo	392,7	0,0%	162,2	0,1%	4 475,6	2,5%	358,5	0,2%	154,6	0,1%
<b>CEDEAO (hors UEMOA)</b>	<b>6 539,0</b>	<b>3,8%</b>	<b>7 538,2</b>	<b>3,3%</b>	<b>2 995,6</b>	<b>1,7%</b>	<b>1 407,6</b>	<b>0,7%</b>	<b>3 605,4</b>	<b>1,4%</b>
Cap - Vert	10,2	0,0%	118,3	0,1%	599,0	0,3%	12,7	0,0%	683,4	0,3%
Gambie	6 244,6	3,6%	7040,7	3,1%	843,9	0,5%	959,9	0,5%	1 185,7	0,5%
Ghana	25,4	0,1%	0	0,0%	441,9	0,3%	72,6	0,0%	51,3	0,0%
R. Guinée	258,8	0,0%	379,2	0,2%	1 110,7	0,6%	345,9	0,2%	1 595,8	0,6%
Nigéria	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,1	0,0%	16,5	0,0%	89,2	0,0%
<b>CEMAC</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,7</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>310,5</b>	<b>0,2%</b>	<b>597,1</b>	<b>0,2%</b>
Cameroun	0,0	0,0%	0	0,0%	0,0	0,0%	309,5	0,2%	595,1	0,2%
<b>AUTRES PAYS D'AFRIQUE</b>	<b>1 707,5</b>	<b>0,8%</b>	<b>767,9</b>	<b>0,3%</b>	<b>1 285,6</b>	<b>0,7%</b>	<b>3 984,6</b>	<b>2,1%</b>	<b>5 265,2</b>	<b>2,1%</b>
Algérie	0,0	0,0%	1,0	0,0%	414,8	0,2%	2 510,7	1,3%	2 817,4	1,1%
Mauritanie	3,3	0,0%	8,8	0,0%	66,1	0,0%	7,3	0,0%	0,0	0,0%
Maroc	1 678,7	0,5%	411,2	0,2%	232,4	0,1%	1 301,4	0,7%	1 786,0	0,7%
Afrique du Sud	6,6	0,1%	227,6	0,1%	198,7	0,1%	100,9	0,1%	121,3	0,0%
Tunisie	18,9	0,1%	95,2	0,0%	362,6	0,2%	29,2	0,0%	375,9	0,2%
Egypte	0,0	0,0%	10,6	0,0%	11,0	0,0%	35,2	0,0%	162,5	0,1%
<b>AMERIQUE</b>	<b>3 356,9</b>	<b>1,2%</b>	<b>3 936,2</b>	<b>1,7%</b>	<b>15 564,4</b>	<b>8,8%</b>	<b>929,3</b>	<b>0,5%</b>	<b>2 409,5</b>	<b>1,0%</b>
Brésil	3 071,5	1,0%	3759,1	1,7%	472,1	0,3%	502,7	0,3%	306,1	0,1%
Canada	9,6	0,0%	0	0,0%	63,7	0,0%	23,3	0,0%	115,5	0,0%
Etats-Unis	275,7	0,1%	173,1	0,1%	2 690,3	1,5%	400,3	0,2%	1 977,9	0,8%
<b>ASIE</b>	<b>40 331,2</b>	<b>25,2%</b>	<b>44 855,4</b>	<b>19,9%</b>	<b>42 490,6</b>	<b>24,1%</b>	<b>45 707,1</b>	<b>23,6%</b>	<b>50 511,7</b>	<b>20,3%</b>
Chine	10 456,5	6,8%	10 558,6	4,7%	14 514,2	8,2%	17 221,7	8,9%	22 636,5	9,1%
Inde	8 673,7	5,6%	8 385,8	3,7%	6 398,9	3,6%	7 593,9	3,9%	7 903,9	3,2%
Japon	0,0	0,0%	393,8	0,2%	7,2	0,0%	297,6	0,2%	33,1	0,0%
Liban	0,0	0,1%	72,7	0,0%	411,7	0,2%	412,7	0,2%	135,7	0,1%
Malaisie	1 007,3	0,7%	823,8	0,4%	195,6	0,1%	237,3	0,1%	0,0	0,0%
Pakistan	14 780,5	9,0%	14 666,4	6,5%	11 731,3	6,6%	13 870,4	7,1%	12 765,5	5,1%
Singapour	1 456,2	1,0%	4 995,5	2,2%	2 383,6	1,4%	1 590,2	0,8%	2 291,2	0,9%
Vietnam	7,2	0,0%	45,1	0,0%	654,1	0,4%	302,4	0,2%	303,4	0,1%
Thaïlande	743,6	0,4%	2 606,1	1,2%	2 759,6	1,6%	1 862,5	1,0%	1 863,5	0,7%
Emirats Arabes Unis	3 043,5	1,3%	2 139,6	0,9%	2 329,1	1,3%	1 714,7	0,9%	2 085,8	0,8%
Indonésie	162,7	0,3%	97,4	0,0%	40,1	0,0%	16,6	0,0%	28,3	0,0%
Arabie Saoudite	0,0	0,0%	0,0	0,0%	966,2	0,5%	512,3	0,3%	0,0	0,0%
Bangladesh	0,0	0,0%	0,0	0,0%	68,6	0,0%	72,8	0,0%	458,9	0,2%
<b>AUTRES PAYS</b>	<b>8 991,6</b>	<b>7,0%</b>	<b>12 487,2</b>	<b>5,5%</b>	<b>8 622,6</b>	<b>4,9%</b>	<b>11 502,2</b>	<b>5,9%</b>	<b>12 397,9</b>	<b>5,0%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>191 584,8</b>	<b>107,2%</b>	<b>225 850,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>176 552,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>194 016,1</b>	<b>109,9%</b>	<b>248 761,5</b>	<b>140,9%</b>
<b>EUROPE</b>	<b>78 923,1</b>	<b>48,2%</b>	<b>104 732,3</b>	<b>46,4%</b>	<b>72 074,6</b>	<b>40,8%</b>	<b>80 317,2</b>	<b>41,4%</b>	<b>105 534,3</b>	<b>42,4%</b>
<b>AFRIQUE</b>	<b>59 981,9</b>	<b>25,6%</b>	<b>59 839,3</b>	<b>26,5%</b>	<b>49 813,7</b>	<b>28,2%</b>	<b>55 560,3</b>	<b>28,6%</b>	<b>77 908,1</b>	<b>31,3%</b>
<b>AMERIQUE</b>	<b>3 356,9</b>	<b>1,2%</b>	<b>3 936,2</b>	<b>1,7%</b>	<b>15 564,4</b>	<b>8,8%</b>	<b>929,3</b>	<b>0,5%</b>	<b>2 409,5</b>	<b>1,0%</b>
<b>ASIE</b>	<b>40 331,2</b>	<b>25,2%</b>	<b>44 855,4</b>	<b>19,9%</b>	<b>34 490,6</b>	<b>19,5%</b>	<b>45 707,1</b>	<b>23,8%</b>	<b>50 511,7</b>	<b>20,3%</b>
<b>AUTRES PAYS</b>	<b>8 991,6</b>	<b>7,0%</b>	<b>12 487,2</b>	<b>5,5%</b>	<b>4 922,6</b>	<b>2,8%</b>	<b>11 502,2</b>	<b>5,9%</b>	<b>12 397,9</b>	<b>5,0%</b>

Sources : Douanes et BCEAO

## 1.2- Balance de services

En 2022, le solde déficitaire de la balance des services, s'est établi à 89.927,8 millions contre 73.891,4 millions l'année précédente.

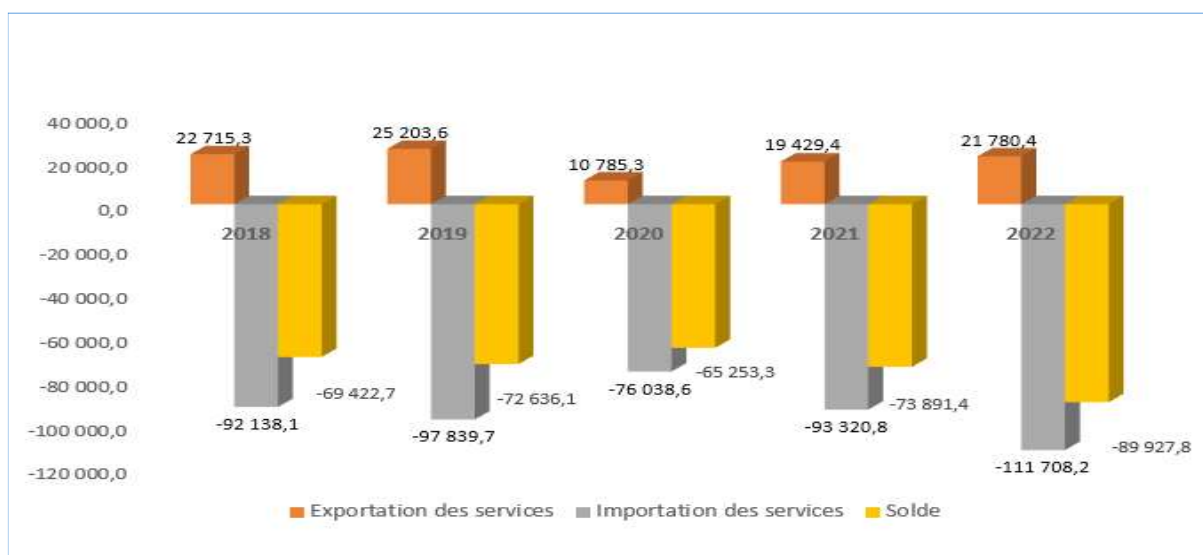
**Tableau 13 : Évolution de la balance des services**

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Transport</b>	-26 719,0	-28 542,6	-29 159,7	-32 851,1	-40 925,8
<i>Dont fret<sup>1</sup></i>	-26 726,9	-27 497,9	-29 124,7	-31 948,1	-40 779,7
<b>Voyage</b>	-30 393,5	-39 976,2	-28 874,3	-28 624,3	-32 824,6
<b>Autres services</b>	-12 310,3	-4 117,4	-7 219,2	-12 416,0	-16 177,4
<b>Total services nets</b>	<b>-69 422,7</b>	<b>-72 636,1</b>	<b>-65 253,2</b>	<b>-73 891,4</b>	<b>-89 927,8</b>

Source : BCEAO

**Graphique 11 : Évolution de la balance des services (en millions de FCFA)**

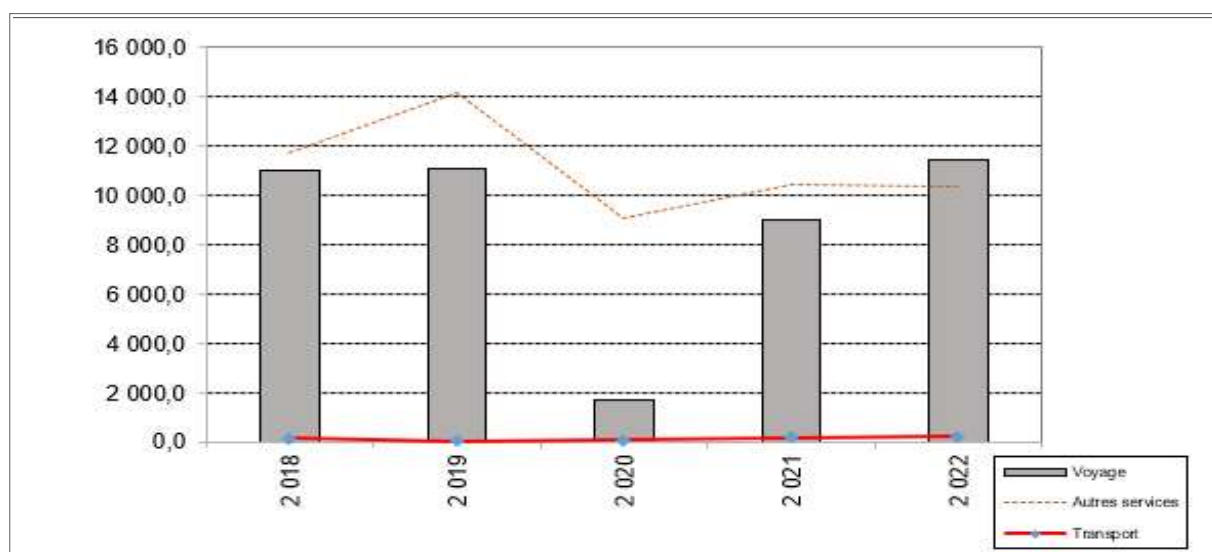


Source : BCEAO

### 1.2.1- Exportations de services

En 2022, les exportations des services se sont situées à 21.780,4 millions contre 19.429,4 millions en 2021. Le poste « voyage » a connu une hausse de 2.405,9 millions pour se situer à 11.430,2 millions en 2022, en rapport avec la reprise des voyages à titre personnel, qui se sont situés à 7.565,0 millions contre 5.341,4 millions l'année précédente, grâce à la levée des barrières sanitaires liées à la Covid-19. Les exportations au titre des « autres services » restent stables à 10.113,3 millions et le poste « transport » reste marginal.

**Graphique 12 : Structure des exportations de services (en millions de FCFA)**



Source : BCEAO

Les recettes en provenance des pays de l'UEMOA, au titre du tourisme (poste voyage) ont connu une augmentation de 53,1% en 2022, pour se situer à 4.137,2 millions contre 2.702,6 millions en 2021. Les recettes touristiques proviennent principalement du Sénégal et du Mali.

**Tableau 14 : Évolution des recettes touristiques en provenance des pays de l'UEMOA**

(En millions de F CFA)

Pays	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021
Bénin	158,8	193,4	137,3	169,2	256,9	51,8%
Burkina	145,8	123,8	309,3	108,3	164,3	51,7%
Côte d'Ivoire	88,4	107,7	76,4	94,2	143,0	51,8%
Mali	939,7	1 144,9	812,7	1 001,6	1 520,4	51,8%
Niger	32,5	39,6	28,1	34,6	52,6	52,0%
Sénégal	1 583,7	1 640,4	707,5	1 180,6	1 826,8	54,7%
Togo	107,0	130,4	92,6	114,1	173,2	51,8%
<b>UEMOA</b>	<b>3 055,8</b>	<b>3 380,2</b>	<b>2 163,9</b>	<b>2 702,6</b>	<b>4 137,2</b>	<b>53,1%</b>

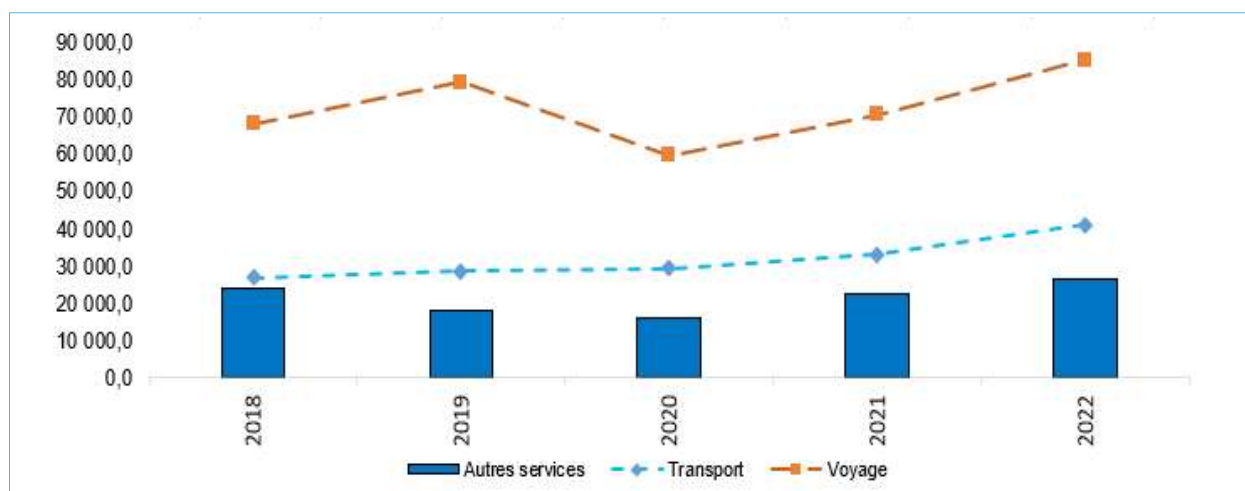
Source : BCEAO

### 1.2.2- Importations de services

En 2022, les importations de services se sont situées à 111.708,3 millions contre 93.320,8 millions enregistrés en 2021. Le poste « Transport » a connu une hausse de 25,0%, se situant à 41.162,8 millions contre 33.035,3 millions, en rapport avec la hausse du Fret, induite par l'augmentation des importations et des cours du pétrole. Le poste « Voyage » est passé de 37.648,4 millions en 2021 à 44.254,9 millions en 2022, en rapport avec la normalisation des voyages à l'international, après l'allègement progressif des mesures sanitaires de Covid-19. S'agissant des importations d'autres

services, elles ont enregistré une hausse de 16,1%.

**Graphique 13: Structure des importations de services (en millions de FCFA)**



Source : BCEAO

Les dépenses vers des pays de l'UEMOA au titre du tourisme ont connu également une forte hausse, pour se situer à 5.961,8 millions contre 3.230,1 millions en 2020. Le Sénégal demeure la principale destination.

**Tableau 15: Évolution des dépenses de tourisme du pays vers les autres pays de l'UEMOA**

(En millions de F CFA)

Pays	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021
Bénin	37,4	37,4	16,7	7,0	7,2	2,9%
Burkina	602,1	602,1	16,2	13,1	19,2	46,6%
Côte d'Ivoire	151,0	151,0	0,0	37,3	31,5	-15,5%
Mali	40,3	40,3	4,5	57,7	46,1	-20,1%
Niger	74,4	74,4	115,4	37,6	37,8	0,5%
Sénégal	4 748,0	4 748,0	1 861,6	3 067,5	5 813,3	89,5%
Togo	256,2	256,2	15,9	9,9	6,7	-32,3%
<b>UEMOA</b>	<b>5 909,4</b>	<b>5 909,4</b>	<b>2 030,3</b>	<b>3 230,1</b>	<b>5 961,8</b>	<b>84,6%</b>

Source : BCEAO

### 1.3- Compte du revenu primaire

La balance du revenu primaire est constituée de la rémunération des salariés, des revenus des investissements et des autres revenus primaires. En 2022, le solde excédentaire du revenu primaire a diminué de 3.658,1 millions en se situant à 5.757,6 millions, en lien avec la baisse des décaissements de la compensation financière de l'Union Européenne, dans le cadre des accords de pêche, qui est passée de 18.810,5 millions en 2021 pour se situer à 14.494,7 millions en 2022.

Le solde des revenus du travail est ressorti à 9.762,3 millions contre 7.517,3 millions enregistré un

an plus tôt. Cette hausse est en rapport avec l'augmentation des revenus des travailleurs saisonniers après le recul de la Covid-19 et la levée des restrictions sanitaires.

**Tableau 16 : Revenu primaire**

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022	Variations 2021/2022
Rémunérations des salariés	9 339,1	8 759,9	3 654,3	7 517,3	9 762,1	29,9%
Revenus des investissements	-42 249,3	-7 785,9	-7 505,8	-16 912,1	-18 499,2	9,4%
Autres revenus primaires	4 503,1	14 570,7	18 489,8	18 810,5	14 494,7	-22,9%
<b>Revenu primaire net</b>	<b>-28 407,1</b>	<b>15 544,7</b>	<b>14 638,3</b>	<b>9 415,7</b>	<b>5 757,6</b>	<b>-38,9%</b>

Source : BCEAO

#### 1.4- Compte du revenu secondaire

L'excédent du compte de revenu secondaire a affiché une hausse, passant de 84.372,2 millions en 2021 à 88.217,1 millions en 2022, en rapport notamment avec la hausse des transferts des migrants reçus et des appuis budgétaires.

**Tableau 17 : Revenu secondaire**

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022	Variations 2022/2021
Administration publique	10 170,9	10 000,0	27 808,0	24 893,3	25 644,1	3,0%
<i>Dont aide budgétaire</i>	2 786,9	0,0	11 000,0	2 864,9	6 559,6	129,0%
Autres secteurs	31 883,7	23 079,8	54 348,1	59 478,9	62 573,0	5,2%
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	30 246,5	22 372,0	51 773,0	57 276,7	59 762,9	4,3%
<b>Revenu secondaire net</b>	<b>42 054,6</b>	<b>33 079,8</b>	<b>82 156,1</b>	<b>84 372,2</b>	<b>88 217,1</b>	<b>4,6%</b>

Source : BCEAO

Les transferts courants publics nets sont ressortis en 2022 à 25.644,1 millions contre 24.893,3 millions en 2021. Cette relative progression est en ligne avec l'augmentation des appuis à l'administration public, dans le cadre du programme de gouvernement. Les appuis budgétaires reçus en 2022 proviennent de la France (5 millions d'Euros) et du Portugal (5 millions d'Euros). Les autres appuis à l'administration centrale proviennent essentiellement de la Banque Mondiale (BM) 8.738,0 millions, du Système des Nations Unies (SNU) 7.499,1 millions, du Fonds Mondial (FM) 7.321,1 millions de FCFA et de la Banque Africaine de Développement (BAD) 1.132,6 millions de FCFA.

Le solde des transferts privés nets affiche une hausse en rapport avec une progression des réceptions plus importante que celle des envois. En effet, les transferts reçus en 2022 se sont situés à 93.955,9 millions contre 90.994,0 millions en 2021, soit une hausse de 3,3%. Les transferts reçus proviennent principalement des pays européens, particulièrement du Portugal (25,3%), de la France (19,1%), du Royaume-Uni (9,8%), de l'Espagne (9,6%) et de l'Italie (5,2%), des pays de l'Amérique,

notamment, des EUA (3,5%) et du Brésil (2,2%), des autres pays de l'UEMOA notamment du Sénégal (1,1%).

S'agissant des transferts émis, ils se sont situés à 34.193,0 millions en 2022 contre 33.717,3 millions en 2021, soit une hausse de 1,4%. Les transferts émis sont principalement destinés au Portugal (31,8%) et au Sénégal (6,5%).

Les transferts provenant des autres pays de l'UEMOA se sont situés à 2.861,6 millions en 2022 contre 2.242,8 millions en 2021. Les transferts émis vers les pays de l'UEMOA se sont situés à 12.474,1 millions en 2022 contre 8.806,8 millions en 2021.

**Tableau 18 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants**

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		4 960,7	9 505,7	141,0	1 699,1	10 821,6	6 943,0	5 251,2	39 322,3
	Burkina	11 614,1		17 206,2	43,6	21 843,5	6 225,8	7 753,0	15 153,9	79 840,1
	Côte d'Ivoire	40 629,2	60 783,7		619,7	70 896,5	13 804,3	52 295,2	41 776,2	280 805,0
	Guinée-Bissau	290,7	114,8	548,2		1 448,8	804,6	8 325,2	941,9	12 474,1
	Mali	4 032,7	21 994,2	22 323,1	79,6		9 000,6	19 506,9	6 520,3	83 457,5
	Niger	4 854,4	4 322,6	1 305,3	50,9	16 439,0		7 061,0	6 265,9	40 299,1
	Sénégal	4 532,3	14 221,7	26 996,2	1 713,8	33 394,1	7 681,9		6 482,4	95 022,4
	Togo	5 265,0	3 784,8	6 550,1	212,9	1 145,8	8 989,7	6 482,2		32 430,4
	UEMOA	71 218,4	110 182,4	84 434,8	2 861,6	146 866,8	57 328,5	108 366,5	82 391,8	663 650,9

Source : BCEAO

## II- COMPTE DE CAPITAL

### 2.1- Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Ce compte enregistre les transactions relatives aux acquisitions et cessions d'actifs corporels (terre, ressources du sous-sol, etc...) qui sont utiles ou indispensables à la production de biens et services et des actifs incorporels intangibles (brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc...). En 2022, ce poste n'a enregistré aucune transaction.

### 2.2- Transferts de capital

L'excédent du solde du compte de capital a enregistré une baisse, s'établissant à 10.407,1 millions de FCFA en 2022 contre 12.556,3 millions de FCFA l'année précédente, en rapport avec la baisse des dons projets. Ainsi, l'État a reçu des appuis financiers notamment, de la BM (3.608,1 millions), du SNU (2.516,5 millions), de la BAD (926,9 millions), du FM (707,1 millions), de la République



populaire de Chine (450,9 millions).

Les transferts des autres secteurs, destinés principalement aux ONGs intervenant dans les secteurs sociaux et dans l'agriculture, affichent une augmentation par rapport à 2021, se situant à 1.985,2 millions.

**Tableau 19 : Compte de capital**

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022	Variations 2022/2021
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-391,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%
Transferts de capital	23 796,5	16 356,0	9 019,0	12 556,3	10 407,1	-17,1%
Administration publique	22 140,1	14 700,0	8 241,1	11 506,3	8 421,9	-26,8%
Autres secteurs	1 656,4	1 656,0	777,9	1 050,0	1 985,2	89,1%
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>23 405,2</b>	<b>16 356,0</b>	<b>9 019,0</b>	<b>12 556,3</b>	<b>10 407,1</b>	<b>-17,1%</b>

Source : BCEAO

### III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique de la BCEAO, englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents. Il est composé des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers ainsi que des autres investissements. Le tableau 16, présente l'évolution de ce compte de 2018 à 2022.

**Tableau 20 : Compte financier**

(En millions de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022	Variations 2022/2021
Investissements directs	-11 647,2	-41 757,2	-11 900,5	-9 750,3	-13 175,6	35,1%
Investissements de portefeuille	-18 242,9	-17 642,9	-52 209,8	-50 807,2	-52 278,6	2,9%
Autres investissements	10 297,4	12 862,8	-7 348,0	10 852,6	40 435,9	272,6%
<b>Solde du compte financier</b>	<b>-19 592,8</b>	<b>-46 537,3</b>	<b>-71 458,8</b>	<b>-49 704,9</b>	<b>-25 018,3</b>	<b>-49,7%</b>

Source : BCEAO

Les entrées nettes au titre de compte financier ont enregistré une baisse de 49,7% en se situant à -25.018,3 millions contre -49.704,9 millions en 2021. Cette baisse est en rapport principalement avec les retards enregistrés dans l'encaissement des recettes d'exportation et les sorties nettes au titre des autres crédits commerciaux.

### **3.1- Investissements directs étrangers**

Les investissements directs sont constitués de nouvelles prises de participation dans le capital, des bénéfiques réinvestis ainsi que des dettes et créances entre entreprises apparentées. Au cours de l'année 2022, les entrées nettes au titre des Investissements directs étrangers, c'est-à-dire, le flux des investissements des privés non-résidents dont les montants représentent individuellement au moins 10% du capital social, ont augmenté pour se situer à 13.175,6 millions contre 9.750,3 millions en 2021. Les principaux secteurs bénéficiaires de ces flux sont le secteur financier (installation de Coris bank), l'hôtellerie et la restauration et le secteur de l'industrie manufacturière .

#### **Encadré 1 : dispositif de l'Union en matière de suivi des Investissements Directs Étrangers (IDE)**

Dans le cadre du processus d'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données des comptes extérieurs, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union a été renforcé, avec l'administration à compter de 2009, d'un formulaire complémentaire destiné au recueil d'informations sur les fonds propres des entreprises. Ce formulaire, administré conjointement avec le questionnaire de la balance des paiements transmis aux entreprises, permet de recueillir des renseignements sur les investissements étrangers, selon l'orientation géographique et sectorielle. Le formulaire de collecte des données sur les IDE a été complété en intégrant à partir de 2011, les opérations d'emprunt, de crédits commerciaux et de dépôts, qui sont classées parmi les investissements étrangers au sein de la balance des paiements.

Ainsi, ce dispositif permet d'approfondir les analyses sur les investissements directs étrangers et de faire ressortir les risques pesant sur les financements extérieurs de nos États, en facilitant une décomposition des flux par secteur, par instruments de dette et par partenaires. De même, ces données contribuent au renforcement des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, à travers un élargissement de leur champ de couverture aux corrections d'asymétries sur les flux intracommunautaires au titre des investissements directs étrangers (IDE). Elles permettent également aux pays de l'Union de participer à l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID), dont l'adhésion à compter de l'édition 2011 a été autorisée par les Autorités de la Banque Centrale.

### **3.2- Investissements de portefeuille**

Au cours de l'année 2022, les entrées nettes au titre des Investissements de portefeuille se sont situées à 52.278,6 millions contre 50.807,2 millions de FCFA en 2021. Elles concernent principalement les émissions nettes des titres publics sur le marché des titres de l'Union.

### **3.3- Dérivés financiers**

Aucun montant n'a été enregistré sous cette rubrique.

### **3.4- Autres investissements**

Les autres investissements sont constitués principalement des crédits commerciaux, des numéraires et dépôts, des transactions liées à l'endettement public et les autres comptes à payer et/ou à recevoir. Ils sont passés d'un solde de 10.852,6 en 2021 à 40.435,9 en 2022. Cette progression des sorties nettes est imputable aux exportations non encore encaissées avec les retards enregistrés lors de la campagne de commercialisation de la noix de cajou de l'année 2022. En effet, les exportations de noix de cajou se sont situées à 146,0 milliards de FCFA et les encaissements à 130,0 milliards de FCFA. Des sorties nettes ont été également enregistrées au titre des autres crédits commerciaux à hauteur de 26,0 milliards de FCFA.

## **IV- POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

### **4.1- Évolution de la position extérieure globale nette**

A fin 2022, la position extérieure globale nette s'est établie à 314.295,4 millions contre -225.385,9 millions en 2021, soit une détérioration de 88.909,5 millions, en rapport avec une hausse des passifs plus importante que celle du stock des actifs.

Le stock d'actifs financiers s'est établi à 692.057,2 millions à fin 2022 contre 652.075,3 millions par rapport à 2021. Cette évolution fait suite à un accroissement de 69.625,1 millions des placements au titre des autres investissements et de 30.146,8 millions des placements au titre des investissements de portefeuille. Le stock des investissements directs a augmenté de 333,8 millions. Par contre, les actifs d'avoir de réserve ont baissé de 60.123,8 millions.

S'agissant du stock du passif, il s'est établi à 1.006.352,6 millions à fin 2022, en hausse de 128.891,4 millions par rapport à l'année précédente, suite à une augmentation de 63.073,4 millions du stock des autres investissements, 52.308,6 millions du stock des investissements de portefeuille et de 13.509,4 millions du stock des investissements directs dans le pays.

A fin 2022, le stock des ressources mobilisées au titre des investissements directs étrangers s'est établi à 212.728,0 millions de FCFA dont 86.384,1 millions proviennent des autres pays de l'UEMOA, 41.186,7 millions de la zone euro, 29.300,0 millions de l'Europe hors UE, 18.097,3 millions des autres pays de l'Afrique hors CEDEAO, 9.500,5 millions de la CEMAC, 6.805,7 de l'Amérique, et 9.513,0 millions de l'Asie. Les principaux secteurs bénéficiaires sont la communication, le secteur bancaire, le commerce de gros et détail, la production et la distribution d'électricité, l'hôtellerie et la restauration.

**Tableau 21 : Variation de la position extérieure globale***(En millions de FCFA)*

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>652 075,30</b>	<b>0,00</b>	<b>692 057,10</b>
Investissements directs	2 485,70	0,00	2 819,49
Investissements de portefeuille	126 841,80	0,00	156 988,8
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,0
Autres investissements	227 793,40		297 418,30
Avoirs de réserves	294 954,40		234 830,6
<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>877 461,25</b>	<b>0,00</b>	<b>1 006 352,6</b>
Investissements directs	199 218,60	0,00	212 728,0
Investissements de portefeuille	178 515,65	0,00	230 824,2
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,0
Autres investissements	499 727,00		562 800,4
<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-225 385,95</b>	<b>0,00</b>	<b>-314 295,41</b>

Source : BCEAO

**4.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale**

Le stock d'actifs de la Banque Centrale détenus essentiellement à travers les avoirs de réserves ont baissé par rapport à l'année 2021 en représentant 33,9 % du total des actifs financiers contre 45,0% enregistré en 2021. Les autres sociétés détiennent 39,5% du stock des avoirs financiers, dont les avoirs sont constitués principalement des crédits commerciaux consentis à leur clientèle, des autres comptes à recevoir et des dépôts, contre 26,5% des autres institutions de dépôts.

Le stock des engagements financiers est constitué principalement par l'Administration Publique qui représente 62,3%, les autres sociétés 22,4%, les autres institutions de dépôts 8,4% et la Banque Centrale 6,8%. Il concerne principalement la dette publique et les investissements directs étrangers.

**Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)***(En millions de FCFA)*

Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Sous total	Autres secteurs		Total
					Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>234 830,6</b>	<b>183 641,0</b>	<b>0,0</b>	<b>418 471,6</b>	<b>1 398,8</b>	<b>272 186,8</b>	<b>692 057,19</b>
Investissements directs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 819,5	2 819,49
Investissements de portefeuille	0,0	155 090,0	0,0	155 090,0	1 398,8	500,0	156 988,80
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	0,0	28 551,0	0,0	28 551,0	0,0	268 867,3	297 418,30
Avoirs de réserves	234 830,6	0,0	0,0	234 830,6	0,0	0,0	234 830,6
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	47 453,7	0,0	0,0	47 453,7	0,0	0,0	47 453,7
Position de réserve au FMI	3 015,4	0,0	0,0	3 015,4	0,0	0,0	3 015,4
Autres avoirs de réserve	184 361,5	0,0	0,0	184 361,5	0,0	0,0	184 361,5
							0,0
<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>68 924,9</b>	<b>84 577,0</b>	<b>627 406,8</b>	<b>780 908,7</b>	<b>256,4</b>	<b>225 187,5</b>	<b>1 006 352,60</b>
Investissements directs	0,0	0,00	0,0	0,0	0,0	212 728,00	212 728,00
Investissements de portefeuille	0,0	1 800,0	229 024,2	230 824,2	0,0	0,0	230 824,20
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	68 924,9	82 777,0	398 382,6	550 084,5	256,4	12 459,5	562 800,40
							0,0
<b>Position extérieure globale nette</b>	<b>165 905,7</b>	<b>99 064,0</b>	<b>-627 406,8</b>	<b>-362 437,1</b>	<b>1 142,4</b>	<b>46 999,3</b>	<b>-314 295,4</b>

Source : BCEAO

## CONCLUSION

L'évolution des transactions extérieures en 2022 s'est traduite par un déficit du solde global de la balance des paiements après l'excédent des deux années précédentes, en rapport avec une forte augmentation du déficit des comptes des transactions courantes. Ces évolutions sont liées principalement à la forte hausse des importations et la baisse du volume exporté de la noix de cajou, malgré la hausse des prix à l'exportation. Le solde global déficitaire est également imputable à la baisse des entrées nettes au titres des comptes financiers.

Le déficit structurel du compte courant indique la vulnérabilité du pays face aux chocs externes et sa forte dépendance aux exportations de la noix de cajou. Ainsi, il apparaît urgent d'accélérer le processus de diversification de l'économie et particulièrement des exportations. La contribution du secteur minier demeure marginale malgré les potentiels importants, notamment, en termes d'exploitation et de production de bauxite et de phosphate. Dans ce cadre, les réformes prévues dans ce secteur devraient être mises en œuvre. La contribution du secteur de la pêche reste également faible malgré le potentiel du pays. La promotion des activités dans cette filière participerait à l'accroissement et à la diversification des exportations. Le secteur du tourisme présente également des potentialités importantes à mettre en valeur à travers des projets et des réformes adaptés.

La Guinée-Bissau est un pays avec d'énormes potentialités dans le secteur agricole. Il est urgent de mettre en œuvre des programmes visant à augmenter la production locale, principalement les produits céréaliers (riz, blé, etc), ce qui contribuerait à réduire les importations du pays.

# **ANNEXE**

## Table des annexes

ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale .....	37
ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements.....	42
ANNEXE 3- Matrice des envois de fonds des travailleurs migrants.....	44
ANNEXE 4- Matrice des flux et stocks de IDE.....	45
ANNEXE 5 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée).....	47
ANNEXE 6 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO).....	48
ANNEXE 7 : Évolution récente de la balance des paiements en termes de transactions.....	49
ANNEXE 8 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA).....	50
ANNEXE 9 : Position extérieure globale (en millions de FCFA).....	58

## **ANNEXE 1 : Principales modifications apportées au dispositif d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale**

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008 par le FMI, le dispositif d'élaboration de la balance des paiements des pays de l'UMOA a été révisé en vue de prendre en compte les changements introduits par le nouveau manuel et d'opérer des modifications visant l'amélioration de la qualité des données et de leur analyse.

Le nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Il procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année (2008), et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5.

### **A- La balance des paiements**

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure. Les principales composantes de la BDP sont :

#### **Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements**

##### **Compte des transactions courantes**

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (anciennement compte « revenu »)

Compte du revenu secondaire (anciennement « transferts courants »)

##### **Compte de capital**

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

##### **Compte financier (anciennement compte d'opérations financières)**

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5)

Autres investissements

Avoirs de réserve



### **A1)- Compte des biens et services**

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;
- Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;
- Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;
- En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;
- Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;
- Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;
- La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication » selon le MBP5 ;
- Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine.

## **A2) Compte du revenu primaire**

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et l'autre revenu primaire, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;
- La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;
- L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM16, qui est incluse dans les services financiers ;
- Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;
- L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.

## **A3) Compte de revenu secondaire**

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

## **A4) Compte de capital**

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;
- Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;
- Les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale ;
- Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.

#### **A5) Compte financier**

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure.

#### **B)- La Position extérieure globale (PEG)**

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques.

**B 1 : Variation de la position extérieure globale nette**

(En millions de FCFA)

Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>652 075,30</b>	<b>0,00</b>	<b>692 057,19</b>
Investissements directs	2 485,70	0,00	2 819,49
Investissements de portefeuille	126 842,00	0,00	156 988,8
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,0
Autres investissements	227 793,20		297 418,30
Avoirs de réserves	294 954,40		234 830,6
<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>877 461,25</b>	<b>0,00</b>	<b>1 006 352,6</b>
Investissements directs	199 218,60	0,00	212 728,0
Investissements de portefeuille	178 515,65	0,00	230 824,2
Dérivés financiers	0,00	0,00	0
Autres investissements	499 727,00		562 800,4
<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-225 385,95</b>	<b>0,00</b>	<b>-314 295,41</b>

Source : BCEAO

## **ANNEXE 2 : Passage des statistiques douanières aux données enregistrées à la balance des paiements**

Des ajustements de valeur, de champ couvert et de chronologie sont faits sur les statistiques douanières pour le passage aux statistiques enregistrées en balance des paiements.

Ainsi, pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix déduit des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières. Ces ajustements sont indiqués sous la rubrique « ajustements de valeurs ».

La rubrique « ajustement de champ couvert » permet de prendre en compte les distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celle de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades). On procède également sous cette rubrique « ajustement de champ couvert » à la prise en compte du commerce non contrôlé.

Les ajustements de chronologie sont fondés sur le fait que les statistiques douanières recensent les déclarations en douane de l'année tandis que la balance des paiements retient les transactions effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet en pratique de corriger l'incidence de l'écart en volume découlant de décalage des dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les Services douaniers et les opérateurs. L'écart entre les quantités déclarées par l'opérateur, les quantités déduites des statistiques douanières, appliqué aux prix déclarés par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement de chronologie à effectuer sur les valeurs douanières.

Après ajustement des données du Commerce Général, les coûts de l'assurance et du fret inclus dans les importations CAF sont déduits afin d'obtenir des valeurs FOB. Les charges d'assurance et de fret qui relèvent de la balance des services sont évaluées en utilisant les taux de fret et d'assurance qui se situent autour de 16,1% et 1,14% respectivement. Ces taux ont été actualisés en 2015.

Quant aux exportations, elles sont établies directement sur une base FOB par les Services douaniers.

## ANNEXE 2.I- Matrice des échanges intra-communautaires

**Tableau 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2022 à partir des statistiques officielles**  
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		6 317,5	9 107,1	7	45 305,6	10 829,1	912,7	22 286,2	94 765,0
	Burkina	6 383,5		73 071,8	17,3	188 581,2	18 638,1	9 542,4	23 770,7	320 005,0
	Côte d'Ivoire	39 018,1	525 722,1		1 053,1	920 080,3	71 058,9	112 783,0	53 697,4	1 723 412,9
	Guinée-Bissau	0,0	12,8	0,0		324,0	0,0	312,4	2 111,4	2 760,5
	Mali	1 255,8	31 249,3	31 354,7	325,4		2 771,0	37 359,1	4 041,8	108 357,3
	Niger	9 980,4	15 306,9	5 387,5	0,0	50 220,9		9 222,1	1 828,7	91 946,6
	Sénégal	17 436,3	35 421,9	119 066,1	65 342,2	715 128,5	14 667,7		52 358,5	1 019 421,2
	Togo	103 656,9	114 652,7	71 236,1	76,9	75 076,9	38 455,4	32 601,8		435 756,8
	UEMOA	177 730,9	728 683,3	309 223,4	66 821,9	1 994 717,4	156 420,3	202 733,5	160 094,6	3 796 425,2

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

**Tableau 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2022**

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	1 881,1	1 689,9	51,0	1 063,5	16 269,7	43,7	11 302,0	32 301,0
	Burkina	4 178,4	0,0	18 341,2	0,0	20 585,1	369,8	69,9	1 132,8	44 677,1
	Côte d'Ivoire	1 274,6	5 349,6	0,0	152,8	0,0	0,0	3 224,7	0,0	10 001,7
	Guinée-Bissau	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 958,3	0,0	2 959,9
	Mali	12 199,0	725,2	574,5	204,6	0,0	5 411,5	51 454,8	8 372,9	78 942,5
	Niger	9 641,7	943,1	104,0	0,0	7 201,6	0,0	179,4	6 615,1	24 684,9
	Sénégal	705,7	1 080,1	1 014,8	1 132,4	0,0	259,8	0,0	57,3	4 250,1
	Togo	573,3	3 037,5	1 973,1	77,7	702,5	702,5	0,0	0,0	7 066,4
	UEMOA	28 574,2	13 016,5	23 697,4	1 618,5	29 552,6	23 013,3	57 930,9	27 480,1	204 883,5

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

**Tableau 1 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2022**

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	8 198,6	10 797,0	58,0	46 369,1	27 098,7	956,4	33 588,2	127 066,0
	Burkina	10 561,8		91 413,0	17,3	209 166,3	19 008,0	9 612,3	24 903,4	364 682,1
	Côte d'Ivoire	40 292,7	531 071,7		1 205,9	920 080,3	71 058,9	116 007,7	53 697,4	1 733 414,6
	Guinée-Bissau	1,6	12,8	0,0		324,0	0,0	3 270,7	2 111,4	5 720,4
	Mali	13 454,8	31 974,5	31 929,3	530,0		8 182,5	88 814,0	12 414,7	187 299,8
	Niger	19 622,1	16 250,1	5 491,5	0,0	57 422,5		9 401,6	8 443,7	116 631,5
	Sénégal	18 142,0	36 502,0	120 080,9	66 474,6	715 128,5	14 927,6		52 415,8	1 023 671,3
	Togo	104 230,1	117 690,2	73 209,2	154,6	75 779,3	39 157,9	32 601,8		442 823,2
	UEMOA	206 305,0	741 699,8	332 920,8	68 440,5	0	179 433,6	260 664,4	187 574,6	4 001 308,8

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

### ANNEXE 3- Matrice des envois de fonds des travailleurs migrants

Tableau 1 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2022

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		4 960,7	9 505,7	141,0	1 699,1	10 821,6	6 943,0	5 251,2	39 322,3
	Burkina	11 614,1		17 206,2	43,6	21 843,5	6 225,8	7 753,0	15 153,9	79 840,1
	Côte d'Ivoire	40 629,2	60 783,7		619,7	70 896,5	13 804,3	52 295,2	41 776,2	280 805,0
	Guinée-Bissau	290,7	114,8	548,2		1 448,8	804,6	8 325,2	941,9	12 474,1
	Mali	4 032,7	21 994,2	22 323,1	79,6		9 000,6	19 506,9	6 520,3	83 457,5
	Niger	4 854,4	4 322,6	1 305,3	50,9	16 439,0		7 061,0	6 265,9	40 299,1
	Sénégal	4 532,3	14 221,7	26 996,2	1 713,8	33 394,1	7 681,9		6 482,4	95 022,4
	Togo	5 265,0	3 784,8	6 550,1	212,9	1 145,8	8 989,7	6 482,2		32 430,4
	UEMOA	71 218,4	110 182,4	84 434,8	2 861,6	146 866,8	57 328,5	108 366,5	82 391,8	663 650,9

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 2 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2021

(en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 431,0	8 122,4	138,0	1 518,9	10 248,4	5 689,7	4 754,4	33 902,8
	Burkina	6 338,8		20 090,2	25,8	14 612,4	9 049,8	16 376,0	11 902,8	78 395,7
	Côte d'Ivoire	15 779,4	48 074,8		530,3	63 521,6	11 418,7	41 116,8	39 393,2	219 834,7
	Guinée-Bissau	383,8	77,8	570,8		887,3	633,2	5 901,1	352,7	8 806,8
	Mali	5 981,4	12 504,1	18 240,3	52,1		9 023,0	23 993,5	10 869,5	80 664,0
	Niger	6 959,7	2 478,0	6 759,6	78,1	4 925,2		4 650,8	7 940,5	33 791,9
	Sénégal	6 303,5	4 333,1	22 890,0	1 213,7	23 774,2	7 998,4		5 666,8	72 179,7
	Togo	3 327,8	3 589,5	6 485,0	204,8	2 402,4	8 608,9	5 091,4		29 709,6
	UEMOA	45 074,3	74 488,3	83 158,3	2 242,8	111 641,9	56 980,5	102 819,4	80 879,8	557 285,2

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

## ANNEXE 4- Matrice des flux et stocks du IDE

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau 2 : Matrice des flux net au titre de l'année 2020

(en millions de FCFA)		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		8 312,3	4 217,8	0,0	126,0	5 414,0	4 176,5	-618,0	21 628,6
	Burkina	-1 936,9		7 122,8	173,1	70 585,4	13,5	-13 929,8	4 201,6	66 229,7
	Côte d'Ivoire	-5 708,4	18 247,8		16,9	12 868,6	4 015,7	13 288,9	3 432,8	46 162,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	2 756,7		3 584,7	0,0	2 651,9	2 513,9	11 507,2
	Mali	223,3	-14 147,3	-7 367,9	-313,0		26,2	-6,9	2 730,0	-18 855,6
	Niger	9 584,7	632,8	26 185,9	0,0	15,7		541,9	76,9	37 037,9
	Sénégal	-2 839,0	-2 399,0	-5 394,8	0,0	0,0	-70,3		-8 542,0	-19 245,1
	Togo	625,4	2 015,2	6 210,4	0,0	650,0	0,0	-665,1		8 835,9
	UEMOA	-51,0	12 661,8	33 731,0	-123,0	87 830,3	9 399,2	6 057,3	3 795,2	153 300,8

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Tableau 3 : Matrice des stocks de fin de période (31 décembre 2021)

(en millions de FCFA)		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		47 064,9	79 322,9	0,0	1 012,5	54 101,4	87 252,1	95 354,3	364 108,1
	Burkina	8 363,2		102 870,6	4 403,1	156 761,0	12 433,9	12 191,5	75 704,2	372 727,5
	Côte d'Ivoire	44 512,6	158 371,1		23,2	9 083,0	4 666,0	0,0	78 249,0	294 904,9
	Guinée-Bissau	7,4	0,0	9 465,5		13 389,8	14 002,4	20 893,6	15 284,2	73 042,9
	Mali	13 054,5	30 171,4	61 431,1	0,0		832,9	145 962,1	32 143,4	283 595,3
	Niger	26 118,7	4 491,5	99 802,6	0,0	3 394,9		47 401,1	18 395,2	199 604,1
	Sénégal	19 784,0	24 942,0	0,0	0,0	0,0	0,0		17 716,6	62 442,6
	Togo	35 236,1	24 890,6	41 901,6	110,0	892,3	5 170,0	10 353,0		118 553,6
	UEMOA	147 076,6	289 931,5	394 794,3	4 536,3	184 533,5	91 206,6	324 053,4	332 846,8	1 768 979,0

Source : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA



**Tableau 4 : Matrice des stocks de début de période (31 décembre 2021)**

( en millions de FCFA)		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		38 747,9	81 111,9	0,0	1 802,7	57 693,3	70 631,6	93 830,4	<b>343 818,0</b>
	Burkina	1 893,3		86 155,0	897,8	169 249,2	12 096,0	16 636,0	63 084,6	<b>350 011,8</b>
	Côte d'Ivoire	40 755,1	99 504,0		0,0	9 206,0	4 397,0	0,0	83 716,1	<b>237 578,2</b>
	Guinée-Bissau	7,4	0,0	16 359,2		16 878,4	10 002,4	19 901,8	15 225,1	<b>78 374,2</b>
	Mali	12 512,5	25 769,6	58 853,1	0,0		514,2	141 943,5	30 192,5	<b>269 785,5</b>
	Niger	32 473,7	5 121,8	58 880,8	0,0	4 524,1		56 400,1	15 110,7	<b>172 511,2</b>
	Sénégal	19 670,0	39 147,0	0,0	0,0	0,0	987,0		17 069,5	<b>76 873,5</b>
	Togo	25 886,6	10 742,0	41 539,1	0,0	3 028,0	8 795,0	7 816,6		<b>97 807,3</b>
	UEMOA	<b>133 198,7</b>	<b>219 032,3</b>	<b>342 899,2</b>	<b>897,8</b>	<b>204 688,3</b>	<b>94 484,9</b>	<b>313 329,6</b>	<b>318 228,9</b>	<b>1 626 759,7</b>

**Source** : Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

**ANNEXE 5 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)**

(En millions de FCFA)

	Libellés	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissement s nets de passifs	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>343 774,39</b>	<b>435 575,93</b>	<b>-91 801,54</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>174 693,55</b>	<b>360 469,77</b>	<b>-185 776,22</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>152 913,11</b>	<b>248 761,52</b>	<b>-95 848,41</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	152 913,11	248 761,52	-95 848,41
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	1 825,2	0,00	1 825,15
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,00	0,00	0,00
1.A.a.3	Or non monétaire	0,00	0,00	0,00
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>21 780,44</b>	<b>111 708,25</b>	<b>-89 927,81</b>
1.A.b.3	Transport	236,94	41 162,76	-40 925,82
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0,00	40 779,66	-40 779,66
1.A.b.4	Voyage	11 430,20	44 254,78	-27 645,10
1.A.b.0	Autres services	10 113,30	26 290,71	-11 676,21
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>46 403,34</b>	<b>40 645,72</b>	<b>5 757,62</b>
1.B.1	Revenus des salariés	24 688,53	14 926,44	9 762,09
1.B.2	Revenus des investissements	7 220,11	25 719,28	-18 499,17
1.B.3	Autres revenus primaires	14 494,70	0,00	14 494,70
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>122 677,50</b>	<b>34 460,44</b>	<b>88 217,06</b>
1.C.1	Administrations publiques	25 644,10	0,00	25 644,10
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	6 559,60	0,00	6 559,60
1.C.2	Autres secteurs	97 033,40	34 460,44	62 572,96
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	93 955,90	34 193,00	59 762,90
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>10 407,07</b>	<b>0,00</b>	<b>10 407,07</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,00	0,00	0,00
2.2	Transfert en capital	10 407,07	0,00	10 407,07
2.2.1	Administrations publiques	8 421,86	0,00	8 421,86
	<i>Remises de dettes</i>	0,00	0,00	0,00
2.2.2	Autres secteurs	1 985,21	0,00	1 985,21
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>39 981,90</b>	<b>128 891,40</b>	<b>-88 909,50</b>
3.1	Investissements directs	333,80	13 509,40	-13 175,60
3.2	Investissements de portefeuille	30 147,00	52 308,60	-22 161,60
3.3	Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
3.4	Autres investissements	69 624,90	63 073,40	6 551,50
3.5	Avoirs de réserves	-60 123,80		-60 123,80
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>			<b>-7 469,86</b>

Source : BCEAO

**ANNEXE 6 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)**

	Poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>343 774,4</b>	<b>435 575,9</b>	<b>-91 801,5</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	174 693,5	360 469,8	<b>-185 776,2</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	152 913,1	248 761,5	<b>-95 848,4</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	152 913,1	248 761,5	-95 848,4
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	1 825,2	0,0	1 825,2
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,0	0,0	0,0
1.A.a.3	Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>21 780,4</b>	<b>111 708,3</b>	<b>-89 927,8</b>
1.A.b.3	Transport	236,9	41 162,8	-40 925,8
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0,0	40 779,7	-40 779,7
1.A.b.4	Voyage	11 430,2	44 254,8	-32 824,6
1.A.b.0	Autres services	10 113,30	26 290,71	-16 177,41
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>46 403,3</b>	<b>40 645,7</b>	<b>5 757,6</b>
1.B.1	Revenus des salariés	24 688,5	14 926,4	9 762,1
1.B.2	Revenus des investissements	7 220,1	25 719,3	-18 499,2
1.B.3	Autres revenus primaires	14 494,7	0,0	14 494,7
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>122 677,5</b>	<b>34 460,4</b>	<b>88 217,1</b>
1.C.1	Administrations publiques	25 644,1	0,0	25 644,1
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	6 559,6	0,0	6 559,6
1.C.2	Autres secteurs	97 033,4	34 460,4	62 573,0
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	93 955,9	34 193,0	59 762,9
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>10 407,1</b>	<b>0,0</b>	<b>10 407,1</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0,0	0,0	0,0
2.2	Transfert en capital	10 407,1	0,0	10 407,1
2.2.1	Administrations publiques	8 421,9	0,0	8 421,9
	<i>Remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0
2.2.2	Autres secteurs	1 985,2	0,0	1 985,2
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>54 378,6</b>	<b>79 396,9</b>	<b>-25 018,3</b>
3.1	Investissements directs	333,8	13 509,4	-13 175,6
3.2	Investissements de portefeuille	30,0	52 308,6	-52 278,6
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres investissements	54 014,9	13 578,9	40 435,9
3.4.0.3	Administration publique	0,0	17 183,4	-17 183,4
3.4.0.4	Autres secteurs	54 014,9	-3 604,5	57 619,4
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-290 560,44</b>	<b>-283 090,58</b>	<b>-7 469,86</b>
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	<b>9 242,4</b>	<b>73 088,5</b>	<b>-63 846,1</b>
8	Avoirs et engagements extérieurs	14 351,80	-49 494,30	63 846,10
8.1	Banque centrale	60 123,80	8 515,70	51 608,10
8.2	Autres institutions de dépôts	-45 772,00	-58 010,00	12 238,00

Source : BCEAO

## ANNEXE 7 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2018	2019	2020	2021	2022
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-30 068,7</b>	<b>-74 694,4</b>	<b>-22 668,5</b>	<b>-7 834,3</b>	<b>-91 801,5</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>-43 716,2</b>	<b>-123 319,0</b>	<b>-119 059,3</b>	<b>-101 622,2</b>	<b>-185 776,2</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>25 706,5</b>	<b>-50 682,8</b>	<b>-53 806,7</b>	<b>-27 730,8</b>	<b>-95 848,4</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	25 706,5	-50 682,8	-53 806,7	-27 730,8	-95 848,4
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>-69 422,7</b>	<b>-72 636,1</b>	<b>-65 556,3</b>	<b>-73 891,4</b>	<b>-89 927,8</b>
1.A.b.3	Transport	-26 719,0	-28 542,6	-29 159,7	-32 851,1	-40 925,8
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-26 726,9	-27 497,9	-29 124,7	-31 948,1	-40 779,7
1.A.b.4	Voyage	-30 393,5	-39 976,2	-28 874,3	-28 624,3	-32 824,6
1.A.b.0	Autres services	-12 310,3	-4 117,4	-7 219,2	-12 416,0	-16 177,4
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>-28 407,1</b>	<b>15 544,7</b>	<b>14 638,5</b>	<b>9 415,7</b>	<b>5 757,6</b>
1.B.1	Revenus des salariés	9 339,1	8 759,9	3 654,5	7 517,3	9 762,1
1.B.2	Revenus des investissements	-42 249,3	-7 785,9	-7 505,8	-16 912,1	-18 499,2
1.B.3	Autres revenus primaires	4 503,1	14 570,7	18 489,8	18 810,5	14 494,7
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>42 054,6</b>	<b>33 079,8</b>	<b>82 156,1</b>	<b>84 372,2</b>	<b>88 217,1</b>
1.C.1	Administrations publiques	10 170,9	10 000,0	27 808,0	24 893,3	25 644,1
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	0,0	10 000,0	11 018,0	21 993,3	6 559,6
1.C.2	Autres secteurs	31 883,7	23 079,8	54 348,1	59 478,9	62 573,0
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	30 246,5	22 372,0	51 773,0	57 276,7	59 762,9
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>23 405,2</b>	<b>16 335,0</b>	<b>9 019,0</b>	<b>12 556,3</b>	<b>10 407,1</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	-391,3	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2	Transfert en capital	23 796,5	16 335,0	9 019,0	12 556,3	10 407,1
2.2.1	Administrations publiques	22 140,1	14 700,0	8 241,1	11 506,3	8 421,9
	<i>Remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2	Autres secteurs	1 656,4	1 635,0	777,9	1 050,0	1 985,2
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>-19 592,8</b>	<b>-46 537,3</b>	<b>-71 458,3</b>	<b>-49 704,9</b>	<b>-25 018,3</b>
3.1	Investissements directs	-11 647,2	-41 757,2	-11 900,5	-9 750,3	-13 175,6
3.2	Investissements de portefeuille	-18 242,9	-17 642,9	-52 209,8	-50 807,2	-52 278,6
3.4	Autres investissements	10 297,4	12 862,8	-7 348,0	10 852,6	40 436,0
3.4.0.3	Administration publique	-23 937,1	-10 700,0	-10 700,0	-8 654,1	-17 183,4
3.4.0.4	Autres secteurs	34 234,5	23 562,8	-7 518,0	15 581,6	57 619,4
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-4 041,9</b>	<b>-3 516,6</b>	<b>-5 193,0</b>	<b>6 289,9</b>	<b>-7 469,9</b>
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	<b>8 887,3</b>	<b>-15 295,2</b>	<b>52 615,8</b>	<b>60 716,8</b>	<b>-63 846,1</b>

Source : BCEAO

**ANNEXE 8 : Balance des paiements optique FMI (en millions de FCFA)**

Poste	Libellés	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroisse ments nets de passifs	Solde
	<b>1 Compte des transactions courantes</b>	<b>343 774,4</b>	<b>435 575,9</b>	<b>-91 801,6</b>
1.A	- - Biens et services	174 693,5	360 469,8	-185 776,2
1.A.a	- - - Biens	152 913,1	248 761,5	-95 848,4
1.A.a.1	- - - - Marchandises générales, base balance des paiements	152 913,1	248 761,5	-95 848,4
1.A.a.1.1	- - - - - Dont : Réexportations	2 825,2	0,0	2 825,2
1.A.a.2	- - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.1	- - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.2	- - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
1.A.a.3	- - - - - Or non monétaire	0,0	0,0	0,0
1.A.b	- - - Services	21 780,4	111 708,3	-89 927,8
1.A.b.1	- - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des Tiers	0,0	3 583,1	-3 583,1
1.A.b.1.1	- - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens e Xpédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	- - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour Transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0,0	3 583,1	-3 583,1
1.A.b.2	- - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	586,1	790,6	-204,5
1.A.b.3	- - - - Transport	236,9	41 162,8	-40 925,8
1.A.b.3.0	- - - - - Pour tous les modes de transports	46,4	40 828,8	-40 782,3
1.A.b.3.0.1	- - - - - - Voyageurs	0,0	49,1	-49,1
1.A.b.3.0.1.1	- - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps Limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.0.2	- - - - - - Fret	0,0	40 779,7	-40 779,7
1.A.b.3.0.3	- - - - - - Autres	46,4	0,0	46,4
1.A.b.3.1	- - - - - Transports maritimes	236,9	40 779,7	-40 542,7
1.A.b.3.1.1	- - - - - - Voyageurs	190,5	0,0	190,5
1.A.b.3.1.1.1	- - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.2	- - - - - - Fret	0,0	40 779,7	-40 779,7
1.A.b.3.1.3	- - - - - - Autres	46,4	0,0	46,4
1.A.b.3.2	- - - - - Transports aériens	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.1	- - - - - - Voyageurs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.1.1	- - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	- - - - - - Fret	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.3	- - - - - - Autres	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.3	- - - - - Autres modes de transport	0,0	49,1	-49,1
1.A.b.3.3.1	- - - - - Voyageurs	0,0	49,1	-49,1
1.A.b.3.3.1.1	- - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.3.2	- - - - - - Fret	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.3.3	- - - - - - Autres	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.4	- - - - - Services postaux et services de messagerie	0,0	334,0	-334,0
1.A.b.4	- - - - Voyages	11 430,2	44 254,8	-32 824,6
1.A.b.4.1	- - - - - À titre professionnel	3 865,2	17 739,8	-13 874,6
1.A.b.4.1.1	- - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres Travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2	- - - - - - Autres	3 865,2	17 739,8	-13 874,6
1.A.b.4.2	- - - - - À titre personnel	7 565,0	26 515,0	-18 950,0
1.A.b.4.2.1	- - - - - - Santé	0,0	2 600,0	-2 600,0
1.A.b.4.2.2	- - - - - - Education	0,0	4 200,0	-4 200,0
1.A.b.4.2.3	- - - - - - Autres	7 565,0	19 715,0	-12 150,0
1.A.b.4.0	- - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	3 366,1	0,0	3 366,1
1.A.b.4.0.1	- - - - - - Biens	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2	- - - - - - Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3	- - - - - - Services d'hébergement	3 366,1	0,0	3 366,1
1.A.b.4.0.4	- - - - - - Services de restauration	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5	- - - - - - Autres services	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.1	- - - - - - - Services de santé	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2	- - - - - - - Services d'éducation	0,0	0,0	0,0

1.A.b.5	- - - - - Travaux de construction	0,0	2 622,5	-2 622,5
1.A.b.5.1	- - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5.2	- - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	2 622,5	-2 622,5
1.A.b.6	- - - - - Services d'assurance et de retraite	27,0	3 050,6	-3 023,6
1.A.b.6.1	- - - - - Assurance directe	0,0	3 050,6	-3 050,6
1.A.b.6.2	- - - - - Réassurance	27,0	0,0	27,0
1.A.b.6.3	- - - - - Services auxiliaires d'assurance	0,0	0,0	0,0
1.A.b.6.4	- - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
1.A.b.7	- - - - - Services financiers	2 965,0	0,0	2 965,0
1.A.b.7.1	- - - - - Services financiers explicitement facturés et autres	2 965,0	0,0	2 965,0
1.A.b.7.2	- - - - - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.8	- - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.9	- - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	5 750,2	12 203,3	-6 453,1
1.A.b.9.1	- - - - - Services de télécommunications	5 750,2	10 936,7	-5 186,5
1.A.b.9.2	- - - - - Services d'informatique	0,0	939,6	-939,6
1.A.b.9.3	- - - - - Services d'information	0,0	327,0	-327,0
1.A.b.10	- - - - - Autres services aux entreprises	532,0	4 040,6	-3 508,6
1.A.b.10.1	- - - - - Services de recherche-développement	0,0	0,6	-0,6
1.A.b.10.2	- - - - - Services spécialisés et services de conseil en gestion	532,0	1 667,4	-1 135,4
1.A.b.10.3	- - - - - Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	0,0	2 372,6	-2 372,6
1.A.b.11	- - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.11.1	- - - - - Services audio-visuels et connexes	0,0	0,0	0,0
1.A.b.11.2	- - - - - Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.12	- - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	253,0	0,0	253,0
1.A.b.0.1	- - - - - Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
1.B	- - <b>Revenu primaire</b>	<b>46 403,3</b>	<b>40 645,7</b>	<b>5 757,6</b>
1.B.1	- - - - Rémunération des salariés	24 688,5	14 926,4	9 762,1
1.B.2	- - - - Revenus des investissements	7 220,1	25 719,3	-18 499,2
1.B.2.1	- - - - Investissements directs	197,0	15 729,4	-15 532,4
1.B.2.1.1	- - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	15 729,4	-15 729,4
1.B.2.1.1.1	- - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	8 709,5	-8 709,5
1.B.2.1.1.1.1	- - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0,0	1 218,5	-1 218,5
1.B.2.1.1.1.2	- - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	279,0	-279,0
1.B.2.1.1.1.3	- - - - Entre entreprises soeurs	0,0	7 212,0	-7 212,0
1.B.2.1.1.1.3.1	- - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.2	- - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.3	- - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2	- - - - Bénéfices réinvestis	0,0	7 019,9	-7 019,9
1.B.2.1.1.2.1	- - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats D'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.1.1	- - - - Dont: Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2	- - - - Intérêts	197,0	0,0	197,0
1.B.2.1.2.1	- - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.2	- - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3	- - - - Entre entreprises soeurs	197,0	0,0	197,0
1.B.2.1.2.3.1	- - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.2	- - - - si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un Non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.3	- - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2M	- - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0

1.B.2.2	- - - - - Investissements de portefeuille	3 083,0	8 492,4	-5 409,4
1.B.2.2.1	- - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de Placement	3,0	60,8	-57,8
1.B.2.2.1.1	- - - - - Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.1.2	- - - - - Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts et Fonds de placement	3,0	60,8	-57,8
1.B.2.2.1.2.1	- - - - - Dividendes	3,0	0,0	3,0
1.B.2.2.1.2.2	- - - - - Bénéfices réinvestis	0,0	60,8	-60,8
1.B.2.2.2	- - - - - Intérêts	3 080,0	8 431,6	-5 351,6
1.B.2.2.2.1	- - - - - À court terme	374,0	8 353,6	-7 979,6
1.B.2.2.2.2	- - - - - À long terme	2 706,0	78,0	2 628,0
1.B.2.3	- - - - - Autres investissements	3 940,1	1 497,6	2 442,6
1.B.2.3.1	- - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2	- - - - - Intérêts	3 940,1	1 497,6	2 442,6
1.B.2.3.2M	- - - - - Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.3	- - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4	- - - - - Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1	- - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2	- - - - - Intérêts	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2M	- - - - - Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.B.3	- - - - - Autre revenu primaire	14 494,7	0,0	14 494,7
1.B.3.1	- - - - - Taxes sur la production et importations	0,0	0,0	0,0
1.B.3.2	- - - - - Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
1.B.3.3	- - - - - Loyers	14 494,7	0,0	14 494,7
1.C	- - - - - Revenu secondaire	122 677,5	34 460,4	88 217,1
1.C.1	- - - - - Administrations publiques	25 644,1	0,0	25 644,1
1.C.1.1	- - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
1.C.1.1.1	- - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2	- - - - - Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2.1	- - - - - payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.3	- - - - - Prestations Sociales (Débit)	0,0	0,0	0,0
1.C.1.4	- - - - - Coopération internationale courante	25 644,1	0,0	25 644,1
1.C.1.5	- - - - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0,0	0,0	0,0
1.C.1.5.1	- - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.2	- - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	97 033,4	34 460,4	62 573,0
1.C.2.1	- - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	93 955,9	34 193,0	59 762,9
1.C.2.1.1	- - - - - Envois de fonds des travailleurs	93 955,9	34 193,0	59 762,9
1.C.2.2	- - - - - Autres transferts courants	3 077,5	267,4	2 810,1
1.C.2.0.1	- - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
1.C.2.0.2	- - - - - Cotisations sociales	0,0	41,6	-41,6
1.C.2.0.3	- - - - - Prestations sociales	0,0	20,2	-20,2
1.C.2.0.4	- - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0,0	204,4	-204,4
1.C.2.0.5	- - - - - Indemnités d'assurance dommage	0,0	0,0	0,0
1.C.2.0.6	- - - - - Coopération internationale courante	240,6	1,2	239,4
1.C.2.0.7	- - - - - Transferts courants divers	2 836,9	0,0	2 836,9
1.C.2.0.7.1	- - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.3	- - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
2	<b>Compte de capital</b>	<b>10 407,1</b>	<b>0,0</b>	<b>10 407,1</b>
2.1	- - - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	0,0
2.2	- - Transferts de capital	10 407,1	0,0	10 407,1
2.2.1	- - - Administration publique	8 421,9	0,0	8 421,9
2.2.1.1	- - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.1.2	- - - Autres transferts de capital	8 421,9	0,0	8 421,9
2.2.1.2.1	- - - dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
2.2.2	- - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 985,2	0,0	1 985,2
2.2.2.1	- - - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2	- - - Autres transferts de capital	1 985,2	0,0	1 985,2
2.2.2.2.1	- - - dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
2.2.2.0.1	- - - dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
4	<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de ca</b>	<b>354 181,5</b>	<b>435 575,9</b>	<b>-81 394,5</b>

<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>39 981,8</b>	<b>128 891,4</b>	<b>-88 909,6</b>
<b>5</b>	<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)</b>	<b>47 311,4</b>	<b>131 798,4</b>	<b>-84 487,0</b>
3.1	- - Investissement direct	333,8	13 509,4	-13 175,6
3.1.1	- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	333,8	13 509,4	-13 175,6
3.1.1.1	- - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	333,8	13 626,4	-13 292,6
3.1.1.1.1	- - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	333,8	13 626,4	-13 292,6
3.1.1.1.2	- - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3	- - - - - Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.1	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	- - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	- - - - - Réinvestissement des bénéfices	0,0	7 019,9	-7 019,9
3.1.1.0.1	- - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	- - - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.1.2	- - - Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
3.1.2.1	- - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
3.1.2.2	- - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3	- - - - Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.1	- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.2	- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	- - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	- - - - Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	- - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	- - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3	- - - - - Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	- - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.2	- - Investissements de portefeuille	30 147,0	52 308,6	-22 161,6
3.2.1	- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1	- - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	- - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4	- - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1	- - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1	- - - - - - Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	- - - - - - Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	- - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	- - - - - - Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	- - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.2.2	- - - Titres de créance	30 147,0	52 308,6	-22 161,6
3.2.2.1	- - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9.1	- - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9.2	- - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	30 117,0	0,0	30 117,0
3.2.2.2.1	- - - - - À court terme	30 117,0	0,0	30 117,0
3.2.2.2.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.3	- - - - Administrations publiques	0,0	52 308,6	-52 308,6
3.2.2.3.1	- - - - - À court terme	0,0	52 308,6	-52 308,6
3.2.2.3.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0



3.2.2.4	- - - - - Autres secteurs	30,0	0,0	30,0
3.2.2.4.0.1	- - - - - À court terme	30,0	0,0	30,0
3.2.2.4.0.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.1.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.1.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	30,0	0,0	30,0
3.2.2.4.2.1	- - - - - À court terme	30,0	0,0	30,0
3.2.2.4.2.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.3	- - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.3.1	- - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.3.2	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.3	- - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.3.4	- - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.3.4.1	- - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.3.4.2	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	- - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.1	- - - - - Options	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	- - - - - Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	- - - - - Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.4	- - Autres investissements	69 624,9	63 073,4	6 551,5
3.4.1	- - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
3.4.2	- - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-258,5	19 259,7	-19 518,2
3.4.2.1	- - - - Banque centrale	0,0	-16 398,3	16 398,3
3.4.2.1.1	- - - - - À court terme	0,0	-16 398,3	16 398,3
3.4.2.1.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-1 166,0	35 658,0	-36 824,0
3.4.2.2.0.1	- - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2.1	- - - - - À court terme	-1 166,0	35 658,0	-36 824,0
3.4.2.2.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3	- - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	- - - - Autres secteurs	907,5	0,0	907,5
3.4.2.4.0.1	- - - - - À court terme	10,0	0,0	10,0
3.4.2.4.0.2	- - - - - À long terme	897,5	0,0	897,5
3.4.2.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.1.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.1.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	907,5	0,0	907,5
3.4.2.4.2.1	- - - - - À court terme	10,0	0,0	10,0
3.4.2.4.2.2	- - - - - À long terme	897,5	0,0	897,5
3.4.3	- - - Prêts	17 359,0	39 800,8	-22 441,8
3.4.3.1	- - - - Banque centrale	0,0	-1 328,0	1 328,0
3.4.3.1.1	- - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	-1 328,0	1 328,0
3.4.3.1.2	- - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	- - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	- - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2	- - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	- - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	16 776,0	25 351,0	-8 575,0
3.4.3.2.1	- - - - - À court terme	16 776,0	25 351,0	-8 575,0
3.4.3.2.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0

3.4.3.3	- - - - - Administrations publiques	0,0	17 183,4	-17 183,4
3.4.3.3.1	- - - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	- - - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	- - - - - - - Autres à long terme	0,0	17 183,4	-17 183,4
3.4.3.4	- - - - - Autres secteurs	583,0	-1 405,6	1 988,6
3.4.3.4.0.1	- - - - - - - À court terme	70,0	-453,6	523,6
3.4.3.4.0.2	- - - - - - - À long terme	513,0	-952,0	1 465,0
3.4.3.4.1	- - - - - - - Autres sociétés financières	0,0	-453,6	453,6
3.4.3.4.1.1	- - - - - - - - À court terme	0,0	-453,6	453,6
3.4.3.4.1.2	- - - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.4.2	- - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	583,0	-952,0	1 535,0
3.4.3.4.2.1	- - - - - - - - À court terme	70,0	0,0	70,0
3.4.3.4.2.2	- - - - - - - - À long terme	513,0	-952,0	1 465,0
<b>3.4.4</b>	<b>- - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
3.4.4.1	- - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	- - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	- - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	- - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.1	- - - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.2	- - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1	- - - - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2	- - - - - - - Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3	- - - - - - - Droits à pension	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4	- - - - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5	- - - - - - - Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6	- - - - - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
<b>3.4.5</b>	<b>- - - - Crédits commerciaux et avances</b>	<b>39 678,0</b>	<b>-674,0</b>	<b>40 352,0</b>
3.4.5.1	- - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	- - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	- - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	- - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	- - - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	- - - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	- - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	- - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	- - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	- - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	- - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	- - - - - Autres secteurs	39 678,0	-674,0	40 352,0
3.4.5.4.0.1	- - - - - - - À court terme	39 678,0	-674,0	40 352,0
3.4.5.4.0.2	- - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1	- - - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.1	- - - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.2	- - - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.2	- - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	39 678,0	-674,0	40 352,0
3.4.5.4.2.1	- - - - - - - - À court terme	39 678,0	-674,0	40 352,0
3.4.5.4.2.2	- - - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
<b>3.4.6</b>	<b>- - - - Autres comptes à recevoir/ à payer</b>	<b>12 846,3</b>	<b>4 273,7</b>	<b>8 572,6</b>
3.4.6.1	- - - - - Banque centrale	0,0	8 797,6	-8 797,6
3.4.6.1.1	- - - - - - - À court terme	0,0	8 797,6	-8 797,6
3.4.6.1.2	- - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	- - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1	- - - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	- - - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0

3.4.6.2	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	-2 999,0	2 999,0
3.4.6.2.1	- - - - - À court terme	0,0	-2 999,0	2 999,0
3.4.6.2.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	- - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	- - - - - Autres secteurs	12 846,3	-1 524,9	14 371,2
3.4.6.4.0.1	- - - - - À court terme	12 846,3	-1 524,9	14 371,2
3.4.6.4.0.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4.1	- - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4.1.1	- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4.1.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4.2	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	12 846,3	-1 524,9	14 371,2
3.4.6.4.2.1	- - - - - À court terme	12 846,3	-1 524,9	14 371,2
3.4.6.4.2.2	- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
<b>3.4.7</b>	<b>- - - - Droits de tirage spéciaux</b>	<b>0,0</b>	<b>413,2</b>	<b>-413,2</b>
<b>3.5</b>	<b>- - - - Avoirs de réserve</b>	<b>-60 123,8</b>	<b>0,0</b>	<b>-60 123,8</b>
3.5.1	- - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	- - - - Or métal	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	- - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
3.5.2	- - - - Droits de tirage spéciaux	-922,4	0,0	-922,4
3.5.3	- - - - Position de réserve au FMI	-1 069,8	0,0	-1 069,8
3.5.4	- - - - Autres avoirs de réserve	-58 131,6	0,0	-58 131,6
3.5.4.1	- - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-58 131,6	0,0	-58 131,6
3.5.4.1.1	- - - - Créances sur les autorités monétaires	1 289,4	0,0	1 289,4
3.5.4.1.2	- - - - Créances sur d'autres entités	-59 421,0	0,0	-59 421,0
3.5.4.2	- - - - Titres	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	- - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	- - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	- - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	- - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0
	<b>6 Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-290 560,4</b>	<b>-283 090,6</b>	<b>-7 469,9</b>
0.	Postes pour mémoire	0,0	0,0	0,0
0.0	- - Financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
1.	Transferts courants et ou en capital	0,0	0,0	0,0
1.1.	- - Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.2.	- - Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.3.	- - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.1	- - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
1.0.1.1	- - - Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.1.2	- - - Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.1.3	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.2	- - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
1.0.2.1	- - - Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.2.2	- - - Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.2.3	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.3	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
1.0.3.1	- - - Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.3.2	- - - Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.3.3	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.4	- - - Administration publique	0,0	0,0	0,0
1.0.4.1	- - - Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.4.2	- - - Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.4.3	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.5	- - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
1.0.5.1	- - - Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.5.2	- - - Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.5.3	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0

2.	Investissements directs	0,0	0,0	0,0
2.1.	- Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.2.	- Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.1	- - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
2.0.1.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.1.2.	- - - Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.2	- - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
2.0.2.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.2.2.	- - - Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.3	- - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
2.0.3.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.3.2.	- - - Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.4	- - Administration publique	0,0	0,0	0,0
2.0.4.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.4.2.	- - - Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.5	- - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
2.0.5.1.	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.5.2.	- - - Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
3.	Investissement de portefeuille	0,0	0,0	0,0
3.1.	- Prises de participations liées à une réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
4.	Autres investissements	0,0	0,0	0,0
4.1.	- Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.2.	- - Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.1	- - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
4.0.1.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.1.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.2.	- - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
4.0.2.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.2.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.3.	- - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
4.0.3.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.3.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.4.	- - Administration publique	0,0	0,0	0,0
4.0.4.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.4.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.5.	- - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
4.0.5.1	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.5.2	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
5.	Arriérés	0,0	0,0	0,0
5.1.	- Accumulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.1.1	- - Principal sur la dette à court terme	0,0	0,0	0,0
5.1.2	- - Principal sur la dette à long terme	0,0	0,0	0,0
5.1.3	- - Intérêts initiaux	0,0	0,0	0,0
5.1.4	- - Intérêts de pénalisation	0,0	0,0	0,0
5.2.	- Remboursement d'arriérées	0,0	0,0	0,0
5.2.1	- - Principal	0,0	0,0	0,0
5.2.2	- - Intérêts	0,0	0,0	0,0
5.3.	- Rééchelonnement d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.3.1	- - Principal	0,0	0,0	0,0
5.3.2	- - Intérêts	0,0	0,0	0,0
5.4.	- Annulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.4.1.	- - Principal	0,0	0,0	0,0
5.4.2.	- - Intérêts	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO





340000_4_N_AL_AL_E	- Autres investissements	227 793,4	0,0	297 418,3	69 624,9	499 727,0	0,0	562 800,4	63 073,4
341000_4_N_AL_AL_E	- - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	- - Monnaie fiduciaire et dépôts	61 788,7	0,0	61 530,2	-258,5	33 530,5	0,0	52 790,2	19 259,7
342000_4_N_CB_AL_E	- - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	17 420,5	0,0	1 022,2	-16 398,3
342000_4_N_CB_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	17 420,5	0,0	1 022,2	-16 398,3
342000_4_N_CB_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	- - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	8 337,0	0,0	7 171,0	-1 166,0	16 110,0	0,0	51 768,0	35 658,0
342000_4_N_DT_ST_E	- - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_LT_E	- - - - À court terme	8 337,0	0,0	7 171,0	-1 166,0	16 110,0	0,0	51 768,0	35 658,0
342000_4_N_DT_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	- - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	- - - Autres secteurs	53 451,7	0,0	54 359,2	907,5	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	10,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_LT_E	- - - - À long terme	53 451,7	0,0	54 349,2	897,5	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_AL_E	- - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_AL_E	- - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	53 451,7	0,0	54 359,2	907,5	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	10,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_LT_E	- - - - À long terme	53 451,7	0,0	54 349,2	897,5	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_AL_AL_E	- Prêts	5 879,0	0,0	23 238,0	17 359,0	426 415,2	0,0	466 216,0	39 800,8
343000_4_N_CB_AL_E	- - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	26 396,0	0,0	25 068,0	-1 328,0
343000_4_N_CB_ST_E	- - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	26 396,0	0,0	25 068,0	-1 328,0
343000_4_N_CB_ST_E	- - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	- - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	- - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	- - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	- - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	- - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	4 604,0	0,0	21 380,0	16 776,0	5 657,0	0,0	31 008,0	25 351,0
343000_4_N_DT_ST_E	- - - - À court terme	4 604,0	0,0	21 380,0	16 776,0	5 657,0	0,0	31 008,0	25 351,0
343000_4_N_DT_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_AL_E	- - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	381 199,2	0,0	398 382,6	17 183,4
343000_4_N_GG_AL_E	- - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	- - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	- - - - Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	381 199,2	0,0	398 382,6	17 183,4
343000_4_N_OS_AL_E	- - - Autres secteurs	1 275,0	0,0	1 858,0	583,0	13 163,0	0,0	11 757,4	-1 405,6
343000_4_N_OS_ST_E	- - - - À court terme	127,9	0,0	197,9	70,0	710,0	0,0	256,4	-453,6
343000_4_N_OS_LT_E	- - - - À long terme	1 147,1	0,0	1 660,1	513,0	12 453,0	0,0	11 501,0	-952,0
343000_4_N_FC_AL_E	- - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	710,0	0,0	256,4	-453,6
343000_4_N_FC_ST_E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	710,0	0,0	256,4	-453,6
343000_4_N_FC_LT_E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_NC_AL_E	- - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 275,0	0,0	1 858,0	583,0	12 453,0	0,0	11 501,0	-952,0
343000_4_N_NC_ST_E	- - - - À court terme	127,9	0,0	197,9	70,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_NC_LT_E	- - - - À long terme	1 147,1	0,0	1 660,1	513,0	12 453,0	0,0	11 501,0	-952,0





346000 4 N DT AL E	- - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	0,0	1,0	-2 999,0
346000 4 N DT ST E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	3 000,0	0,0	1,0	-2 999,0
346000 4 N DT LT E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000 4 N GG AL E	- - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000 4 N GG ST E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000 4 N GG LT E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000 4 N OS AL E	- - - Autres secteurs	41 944,7	0,0	54 791,0	12 846,3	2 000,0	0,0	475,1	-1 524,9
346000 4 N OS ST E	- - - - À court terme	41 944,7	0,0	54 791,0	12 846,3	2 000,0	0,0	475,1	-1 524,9
346000 4 N OS LT E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000 4 N FC AL E	- - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000 4 N FC ST E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000 4 N FC LT E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000 4 N NC AL E	- - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	41 944,7	0,0	54 791,0	12 846,3	2 000,0	0,0	475,1	-1 524,9
346000 4 N NC ST E	- - - - À court terme	41 944,7	0,0	54 791,0	12 846,3	2 000,0	0,0	475,1	-1 524,9
346000 4 N NC LT E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
347000 4 N AL AL E	- - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
350000 4 N AL AL E	- Avoirs de réserve	294 954,4	0,0	234 830,6	-60 123,8	0,0	0,0	0,0	0,0
351000 4 N AL AL E	- - Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351100 4 N AL AL E	- - - Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351200 4 N AL AL E	- - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
352000 4 N AL AL E	- - Droits de tirage spéciaux	48 376,1	0,0	47 453,7	-922,4	0,0	0,0	0,0	0,0
353000 4 N AL AL E	- - Position de réserve au FMI	4 085,2	0,0	3 015,4	-1 069,8	0,0	0,0	0,0	0,0
354000 4 N AL AL E	- - Autres avoirs de réserve	242 493,1	0,0	184 361,5	-58 131,6	0,0	0,0	0,0	0,0
354100 4 N AL AL E	- - - Monnaie fiduciaire et dépôts	242 493,1	0,0	184 361,5	-58 131,6	0,0	0,0	0,0	0,0
354110 4 N AL AL E	- - - - Créances sur les autorités monétaires	922,3	0,0	2 211,7	1 289,4	0,0	0,0	0,0	0,0
354120 4 N AL AL E	- - - - Créances sur d'autres entités	241 570,8	0,0	182 149,8	-59 421,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354200 4 N AL AL E	- - - Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210 4 N AL AL E	- - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210 4 N AL ST E	- - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210 4 N AL LT E	- - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354220 4 N AL AL E	- - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354300 4 N AL AL E	- - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354400 4 N AL AL E	- - - Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)